



MUTA SANTÉ

RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA SITUATION FINANCIERE (RSSF)

*Rapport 2024 sur les données au
31 décembre 2023*



| | |
|---|----|
| INTRODUCTION..... | 3 |
| LEXIQUE..... | 4 |
| SYNTHESE..... | 5 |
| ACTIVITES ET RESULTATS | 6 |
| 1-1 Activités..... | 6 |
| 1-2 Resultat de souscription | 9 |
| 1-3 RESULTAT DES INVESTISSEMENTS..... | 12 |
| 1-4 RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES | 13 |
| 1-5 AUTRES INFORMATIONS | 13 |
| SYSTEME DE GOUVERNANCE..... | 14 |
| 2-1 INFORMATIONS GENERALES | 14 |
| 2-2 EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE | 17 |
| 2-3 SYSTEME DE GESTION DES RISQUES y compris l'évaluation interne de solvabilité | 18 |
| 2-4 système DE contrôle interne | 21 |
| 2-5 FONCTION AUDIT INTERNE..... | 22 |
| 2-6 FONCTION ACTUARIELLE | 23 |
| 2-7 SOUS TRAITANCE..... | 23 |
| 2-8 AUTRES INFORMATIONS..... | 23 |
| PROFIL DE RISQUE..... | 24 |
| 3-1 RISQUE DE SOUSCRIPTION | 25 |
| 3-2 RISQUE DE MARCHE..... | 28 |
| 3-3 RISQUE DE CREDIT | 31 |
| 3-4 RISQUE DE LIQUIDITE | 33 |
| 3-5 RISQUE OPERATIONNEL | 34 |
| 3-6 AUTRES RISQUES IMPORTANTS | 36 |
| 3-7 AUTRES INFORMATIONS | 36 |
| VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE | 37 |
| 4-1 ACTIF..... | 38 |
| 4-2 PROVISIONS TECHNIQUES..... | 40 |
| 4-3 AUTRES PASSIFS..... | 43 |
| 4-4 METHODES DE VALORISATIONS ALTERNATIVES | 44 |
| 4-5 AUTRES INFORMATIONS | 44 |
| GESTION DU CAPITAL..... | 45 |
| 5-1 FONDS PROPRES | 45 |
| 5-2 CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL SOLVABILITE REQUIS | 48 |
| 5-3 UTILISATION DU SOUS MODULE « risque sur action » | 49 |
| 5-4 DIFFERENCE ENTRE FORMULE STANDARD ET MODELE INTERNE | 49 |
| 5-5 NON-RESPECT DU SCR OU DU MCR..... | 49 |
| 5-6 AUTRES INFORMATIONS | 49 |



INTRODUCTION

Le régime prudentiel Solvabilité 2 est entré en application le 1^{er} janvier 2016.

Le présent rapport sur la solvabilité et la situation financière (ou RSSF), à destination du public, est établi en application des articles 51 à 56 de la Directive 2009/138/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 et des mesures d'exécution publiées sous forme de règlement le 17 janvier 2015.

Le rapport présente les informations visées aux articles 292 à 298 pour les entités solos. Il respecte la structure prévue à l'annexe 20 du règlement.

Il concerne la période de référence du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Ce rapport est composé des six parties, comportant les informations qualitatives et quantitatives, une synthèse et cinq modules : activités et résultats, système de gouvernance, profil de risque, valorisation à des fins de solvabilité et gestion du capital.

Ce rapport, relatif à l'exercice 2023, a été soumis à l'approbation du Conseil d'administration lors de la séance du 02 avril 2024.

Il est communiqué à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), et est publié sur le site internet de l'entreprise.

LES CHIFFRES CLÉS

*136 600 personnes
couvertes en santé
pour 91 600 chefs de
famille*

*9 000 assurés en
prévoyance*

*Un chiffre d'affaires
TTC de 124.6M€ TTC*

*Un résultat
comptable de
1,95M€*

*Un ratio de solvabilité
de 198%*

*Des fonds propres S2
de 58.2M€*

LEXIQUE

- ACPR** Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
- BE** Meilleure estimation (Best Estimate)
- EIRS** Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité (ORSA en anglais)
- ID** Impôt Différé
- LoB** Ligne d'activité en français (Line of Business)
- MCR** Minimum de capital requis (Minimum Capital Requirement)
- ORSA** Own risk and solvency assessment (EIRS en français)
- QRT** Quantitative Reporting Templates, ou états quantitatifs
- SCR** Capital de solvabilité requis (Solvency Capital Requirement)

SYNTHESE

MUTA SANTÉ est une mutuelle livre II, régie par le code de la Mutualité, agissant principalement en assurance santé et possédant les agréments pour les branches 1 (accidents) et 2 (maladie) et depuis septembre 2019 également pour les branches 20 (Vie-Décès) et 21 (Natalité).

Sur l'exercice 2023, MUTA SANTÉ affiche un chiffre d'affaires hors taxes de 110,2 M€ en progression de 6.3 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net de l'exercice 2023 est de 1,95 M€.

MUTA SANTÉ est principalement exposée aux risques de souscription santé et de marché. Le risque de souscription santé est en progression cette année du fait de l'augmentation du volume de primes. Le risque marché est quant à lui en hausse du fait du SCR action et de la hausse du SCR immobilier avec la construction du siège social.

Le Capital de solvabilité requis (SCR) par le législateur évolue légèrement pour atteindre 29,4 M€ contre 27,4 M€ l'an dernier. Le Minimum de solvabilité requis (MCR) est quant à lui de 7,4 M€ en 2023 contre 6,9 M€ en 2022.

La valorisation de chaque poste du bilan laisse apparaître un montant de

fonds propres de 58.2 M€ en 2023 contre 54.5 M€ en 2022.

Au final, le ratio de couverture du SCR de MUTA SANTÉ baisse très légèrement pour atteindre 198% contre 199% en 2022. Le ratio de couverture du MCR suit la même tendance pour atteindre 792 % en 2023 contre 795 % en 2022.

Chiffres clés de MUTA SANTÉ :

| | 2022 | 2023 |
|----------------------------|----------|----------|
| Chiffre d'affaires HT | 103,6 M€ | 110,2 M€ |
| Résultat comptable | 1,6 M€ | 1,95 M€ |
| SCR en M€ | 27,4 M€ | 29,4 M€ |
| MCR en M€ | 6.9 M€ | 7,4 M€ |
| Fonds propres en M€ | 54,5 M€ | 58,2 M€ |
| Ratio de couverture du SCR | 199 % | 198 % |
| Ratio de couverture du MCR | 795 % | 792 % |

La forte consommation santé en 2023 a eu un impact défavorable sur le résultat technique et ceci malgré les indexations effectuées au 1er janvier 2023. MUTA SANTÉ continue son développement avec un effet volume au niveau du SCR souscription en général. L'activité en collectif entreprise continue à progresser au niveau de MUTA SANTÉ mais de façon maîtrisée ; la sinistralité constatée au niveau du décès a pu être maintenue grâce à la réassurance permettant de maintenir un SCR souscription Vie à un niveau encore faible.

C'est au niveau financier que la situation s'est améliorée avec une progression des plus-values latentes détenues par MUTA SANTÉ et donc hausse des fonds propres.

ACTIVITES ET RESULTATS

1-1 ACTIVITES

1-1-1 INFORMATIONS GENERALES

MUTA SANTÉ est une mutuelle livre II, régie par le code de la Mutualité, agissant majoritairement en assurance santé et possédant les agréments pour les branches :

Branche 1 : Accidents

Branche 2 : Maladie

Branche 20 : Vie-Décès (depuis septembre 2019)

Branche 21 : Natalité (depuis septembre 2019)

L'activité santé reste très majoritaire pour MUTA SANTÉ et représente 93 % des primes HT de l'année 2023.

Le siège social de la mutuelle est domicilié au : 4 rue de Lisbonne 68350 BRUNSTATT-DIDENHEIM.

La mutuelle ne comprend pas de filiale, d'entreprise liée ni de succursale et son activité est exclusivement en France.

La mutuelle est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) :

1^{ère} direction de contrôle des Assurances

Brigade 1 Organismes mutualistes

4 place de Budapest

75 436 PARIS

L'auditeur externe est le cabinet JMK Sarl - 4 rue de la Montagne - BP11116 - 68052 Mulhouse Cedex.

En santé, avec plus de 136 000 personnes protégées, le chiffre d'affaires hors taxes de MUTA SANTÉ représente un montant de 102,5 M€. Au niveau de la prévoyance comprenant la couverture des risques arrêt de travail et décès pour des contrats collectifs, MUTA SANTÉ assure près de 9 000 salariés pour un chiffre d'affaires de près de 7,7 M€.

L'enjeu principal de MUTA SANTÉ sur les années à venir, reste d'être capable de faire progresser même légèrement les assurés en santé afin de compenser la baisse de son portefeuille retraité face à son vieillissement naturel. Il convient également

de continuer à proposer un niveau de gestion et un service de qualité compte tenu des évolutions réglementaires et des besoins des assurés afin de rester une mutuelle proche de ses assurés.

La stratégie de MUTA SANTÉ afin de renforcer son développement est donc de poursuivre son développement, notamment en région au niveau des contrats collectifs d'entreprise en santé et en prévoyance, domaines où elle possède les compétences nécessaires en gestion ou en technique. Cette stratégie de développement notamment sur les TPE/PME en local devra se faire dans le respect des marges techniques de la Mutuelle.

Le vieillissement du portefeuille des retraités entraîne également une réflexion sur la tarification du portefeuille individuel en fonction de l'âge. En effet il convient d'être attentif dans le cadre de la mutualisation à ne pas proposer un tarif non attractif pour des profils de jeunes retraités ce qui aboutirait à une faiblesse des nouvelles adhésions et entraînerait un vieillissement encore plus important du portefeuille.

1-1-2 FAITS MARQUANTS 2023

- Une consommation santé atypique sur le 1^{er} semestre 2023

Il a été constaté un premier semestre synonyme d'une forte progression de la consommation médicale dépassant les + 8 % avec en particulier une hausse des prestations en soins courants et en hospitalisation. Le niveau des prestations s'est ensuite stabilisé sur le second semestre ce qui a permis d'avoir au final sur l'année une progression de l'ordre de + 5.3 % qui reste néanmoins un niveau élevé, compte tenu de la faible progression de 1 % du nombre d'assurés.

Par ailleurs, un certain nombre de mesures annoncées ont pour effet des perspectives inflationnistes pour 2024 au niveau de MUTA SANTÉ, comme pour les autres organismes complémentaires. C'est le cas de la revalorisation de certains actes (masseur, consultation, sages femmes ...), la baisse du remboursement en dentaire pour les assurés du régime général et la nouvelle convention dentaire revalorisant certains actes, la possible extension du 100% santé sur les fauteuils roulants, l'augmentation des pratiques des dépassements....

La hausse des prestations et les impacts réglementaires ont donc nécessité une revalorisation des tarifs pour 2024 afin de retrouver un équilibre technique en santé notamment au niveau du portefeuille des retraités.

- Progression du portefeuille collectif

Pour répondre à l'enjeu du renouvellement du portefeuille individuel, MUTA SANTÉ a poursuivi son développement au niveau des contrats collectifs santé d'entreprises tout en suivant de façon continue l'équilibre du portefeuille d'entreprise existant, afin d'atteindre un niveau de rentabilité satisfaisant pour ce segment d'activité.

Le fait d'assurer également des contrats collectifs prévoyance permet de proposer une solution complète et est apprécié des entreprises en région qui souhaitent un interlocuteur unique sur le domaine de la protection sociale.

Ces contrats lorsqu'ils sont d'importance, font appel à de la réassurance spécifique et globale dans le cadre d'une approche risque du dossier.

- **Projet immobilier**

Les travaux de construction se sont poursuivis tout au long de l'année 2023 et sont quasiment terminés. Le déménagement effectif a eu lieu au courant du mois de juillet 2023. Pour rappel, la construction de ce nouveau siège social a été financée dans sa quasi-intégralité par deux emprunts.

- **Situation des marchés financiers**

L'année 2022 avait été fortement impactée par le déclenchement de la guerre en Ukraine, la résurgence de l'inflation et le resserrement des politiques monétaires avec de fortes hausses de taux d'intérêt. Ces facteurs « négatifs » pour la valorisation de nos placements financiers ont perduré tout au long de l'année 2023, avec toutefois en fin d'année 2023, un début de recul de l'inflation et des perspectives de baisses des taux d'intérêts. Les marchés financiers, volatils une grande partie de l'année 2023, se sont donc progressivement redressés durant le 4^{ème} trimestre 2023. Nos plus-values latentes ont ainsi pu être partiellement reconstituées eu égard à la très forte baisse de 2022. Elles s'établissent au 31 décembre 2023 à 4,96 M€ contre 366 K€ fin 2022.

1-2 RESULTAT DE SOUSCRIPTION

L'activité de MUTA SANTÉ reste concentrée en 2023 sur la ligne d'activité frais médicaux, soit un risque à court terme (non assimilable à des techniques vie). D'autres lignes d'activité sont présentes en 2023 concernant la prévoyance.

| Ligne d'activité | Segment | Garanties |
|--|-----------------------------------|---|
| Santé non assimilable à des techniques vie | Frais médicaux | |
| | Assurance de protection de revenu | Incapacité, Invalidité en attente |
| Santé assimilable à des techniques vie | Invalidité | |
| Vie | Décès | Capital décès, rente de conjoint et d'éducation |

1-2-1 RESULTAT SOUSCRIPTION NON-VIE

Le résultat de souscription non-vie de MUTA SANTÉ est le suivant :

| RESULTAT DE SOUSCRIPTION NON-VIE (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--|-----------|------------|
| (+) Cotisations brutes | 100 859 | 107 098 |
| (-) Charges de sinistres | -92 462 | -95 394 |
| (-) Frais | -9 955 | -10 845 |
| (+/-) Résultat de réassurance | 1 624 | -310 |
| TOTAL | 66 | 549 |

| | | |
|--|---------|--------|
| Ratio combiné (sinistres + frais) /cotisations | 101,5 % | 99,2 % |
| Ratio sinistres/cotisations | 91,7 % | 89,1 % |

| Dont résultat de souscription Arrêt de travail (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--|------------|------------|
| (+) Cotisations brutes | 4 350 | 4 567 |
| (-) Charges de sinistres | -5 739 | -3 733 |
| (-) Frais | -216 | -346 |
| (+/-) Résultat de réassurance | 1 532 | -231 |
| TOTAL | -73 | 258 |

| Dont résultat de souscription frais de santé (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--|------------|------------|
| (+) Cotisations brutes | 96 509 | 102 531 |
| (-) Charges de sinistres | -86 722 | -91 661 |
| (-) Frais | -9 739 | -10 499 |
| (+/-) Résultat de réassurance | 92 | -79 |
| TOTAL | 139 | 292 |

Le résultat de souscription non-vie s'élève à **549 K€** contre 66 K€ en 2022. Sur la partie non-vie, le résultat est à l'équilibre compte tenu d'une révision à la baisse ponctuelle du taux de provisionnement santé et d'un nombre restreint de passages en invalidité sur les arrêts de travail les plus anciens.

1-2-2 RESULTAT SOUSCRIPTION VIE

Le résultat de souscription vie de MUTA SANTÉ est le suivant :

| RESULTAT DE SOUSCRIPTION VIE (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--|------------|------------|
| (+) Cotisations brutes | 2 778 | 3 087 |
| (-) Charges de sinistres | -1 133 | -3 155 |
| (-) Frais | -97 | -232 |
| (+/-) Résultat de réassurance | -861 | 236 |
| TOTAL | 687 | -64 |

| | | |
|--|--------|---------|
| Ratio combiné (sinistres+frais)/cotisations | 44,3 % | 109,7 % |
| Ratio sinistres/cotisations | 40,8 % | 102,2 % |
| Rati sinistres/cotisations après réassurance | 71,8 % | 94,6 % |

Le résultat de souscription vie s'élève à **- 64 K€** contre 687 K€ en 2022. Le résultat après réassurance est légèrement déséquilibré compte tenu de la présence de 2 sinistres décès importants sur 2023, dont une partie a été prise en charge par la réassurance.

1-2-3 RESULTAT DE REASSURANCE

| RESULTAT DE REASSURANCE NON-VIE (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--|--------------|-------------|
| (-) Cotisations cédées | -5 951 | -6 554 |
| (-) Charges de sinistres cédées | 7 020 | 5 624 |
| (+) Commissions reçues | 555 | 620 |
| TOTAL | 1 624 | -310 |

| RESULTAT DE REASSURANCE VIE (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--|-------------|------------|
| (-) Cotisations cédées | -1 997 | -2 167 |
| (-) Charges de sinistres cédées | 936 | 2 176 |
| (+) Commissions reçues | 201 | 226 |
| TOTAL | -861 | 236 |

Le résultat de réassurance ressort globalement à – 74 K€ contre 763 K€ en 2022. En effet une partie du résultat excédentaire a été cédé en Non-vie alors que sur la partie vie la présence de 2 sinistres décès importants a fait intervenir positivement la réassurance.

1-3 RESULTAT DES INVESTISSEMENTS

MUTA SANTÉ n'est pas concernée par la titrisation.

Le résultat financier de MUTA SANTÉ est le suivant :

| DETAIL RESULTAT DES INVESTISSEMENTS (Montant en K€) | 2022 | 2023 |
|--|------------|--------------|
| (+) Revenus des placements | 156 | 238 |
| <i>dont encaissements coupons obligations</i> | 150 | 183 |
| <i>dont coupons courus sur achats/ventes obligations</i> | -9 | -11 |
| <i>dont intérêt à court terme</i> | 15 | 65 |
| (+) Autres produits des placements | 81 | 37 |
| (+) Profits provenant de la réalisation des placements | 981 | 2 161 |
| <i>dont obligations d'état</i> | | |
| <i>dont obligations privées</i> | 0 | 0 |
| <i>dont OPCVM actions</i> | 971 | 2 003 |
| <i>dont OPCVM obligataires</i> | 0 | 7 |
| <i>dont OPCVM monétaires</i> | 0 | 151 |
| (-) Frais de gestion interne et externe des placements et des frais financiers | -68 | -73 |
| (-) Autres charges de placements | -78 | -38 |
| (-) Pertes provenant de la réalisation des placements | -131 | -110 |
| TOTAL | 941 | 2 215 |

Le résultat financier s'élève à **2 215 K€ en 2023** contre 941 K€ en 2022. Cette hausse correspond à la volonté de réaliser des produits financiers compte tenu de la situation favorable du marché financier fin 2023. Les profits nets provenant de la réalisation des placements sont ainsi de 2 051 K€ en 2023 contre 850 K€ en 2022.

1-4 RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

La mutuelle ne détient pas d'autres produits ou dépenses importantes hors ceux indiqués dans les paragraphes précédents.

| RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--|------------|-------------|
| (+) Autres produits non techniques | 0 | 0 |
| (-) Autres charges non techniques | -64 | -40 |
| (+) Produits exceptionnels | 0 | 0 |
| (-) Charges exceptionnelles | 0 | 0 |
| (-) Impôts sur le résultat | 5 | -706 |
| TOTAL | -59 | -746 |

Le résultat des autres activités s'élève à **- 746 K€** contre - 59 K€ en 2022. Le niveau plus élevé de ce résultat est dû à la présence d'une charge d'impôt compte tenu du résultat de souscription, mais surtout aussi à la hausse importante des plus-values latentes sur les fonds dédiés générateur d'impôts.

| RESULTAT NET SOCIAL (montants en K€) | 2022 | 2023 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|
| RESULTAT DE SOUSCRIPTION NON-VIE | 66 | 549 |
| RESULTAT DE SOUSCRIPTION VIE | 687 | -64 |
| RESULTAT DES INVESTISSEMENTS | 941 | 2 215 |
| RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES | -59 | -746 |
| TOTAL | 1 635 | 1 954 |

Le résultat net social de l'entité s'élève donc à 1 954 K€ contre 1 635 K€ en 2022. Cette hausse s'explique principalement par la hausse du résultat des investissements compensé en partie, par la hausse du montant des impôts.

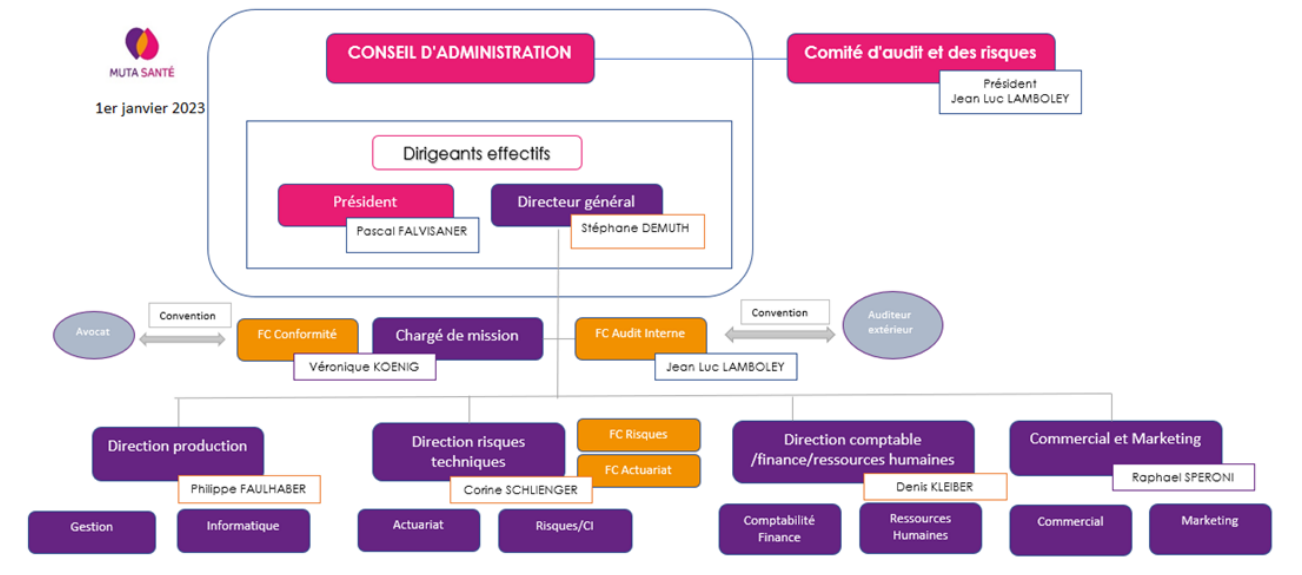
1-5 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par la mutuelle susceptible d'impacter l'activité et les résultats n'est à mentionner.

SYSTEME DE GOUVERNANCE

2-1 INFORMATIONS GENERALES

Aucun changement important du système de gouvernance n'est survenu en 2023.



Le Conseil d'Administration de MUTA SANTÉ est composé de 20 administrateurs, dont un(e) président(e), un(e) vice-président(e), un(e) trésorier et un(e) secrétaire. Les mandats et les fonctions des administrateurs sont issus des élections du 30 juin 2020, la durée du mandat est de 6 ans.

Celui-ci détermine les orientations de la Mutuelle et veille à leur application. Il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et se saisit de toutes les questions intéressant la bonne marche de la Mutuelle.

Les compétences et pouvoirs du Conseil d'Administration sont précisés dans les statuts de la Mutuelle. Ses missions sont notamment la définition des orientations en matière de placements financiers et de réassurance, l'examen annuel des comptes annuels et l'approbation des rapports règlementaires.

Courant 2023 se sont tenues 4 réunions du Conseil d'administration, selon le calendrier suivant :

- le 03 février 2023
- le 03 avril 2023
- le 29 juin 2023
- le 27 octobre 2023

et une Assemblée générale le 29 juin 2023.

Le Directeur général est nommé par le Conseil d'Administration, en tant que dirigeant opérationnel il met en œuvre les grandes orientations stratégiques fixées par le Conseil d'Administration avec l'aide du comité de direction.

A ce titre, il dispose des pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre les décisions arrêtées par le Conseil d'Administration et organise les subdélégations de pouvoirs permettant la direction opérationnelle de la mutuelle.

Le Directeur général et le Président de la mutuelle sont nommés en tant que dirigeants effectifs avec :

- Pascal FALVISANER, Président de MUTA SANTÉ,
- Stéphane DEMUTH, Directeur général de MUTA SANTÉ.

Le principe des « quatre yeux » institue la double validation par les dirigeants effectifs des décisions stratégiques qui pourraient modifier de façon substantielle le profil de risque de la mutuelle.

Par ailleurs, le conseil d'administration a créé un Comité d'Audit et des Risques composé au maximum de 8 administrateurs et d'un membre extérieur disposant de compétences comptables et financières.

Ce Comité d'Audit et des Risques a pour mission principale de suivre :

- Le processus d'élaboration des informations comptables et financières
- L'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques
- Le contrôle légal des arrêtés de comptes annuels
- Les interventions des commissaires aux comptes

Les Fonctions clés

Le système de gouvernance de MUTA SANTÉ repose également sur l'animation de la fonction de gestion des risques, de la fonction actuarielle, de la fonction de vérification de la conformité et de la fonction audit interne.

Toutes ces fonctions ont la possibilité de communiquer directement en toute indépendance opérationnelle à la Direction générale, au Comité d'Audit et des Risques, et au Conseil d'Administration une vision homogène et fiable du suivi des risques de l'entité.

L'ensemble de ces fonctions joue un rôle prépondérant dans le système de gestion des risques général de l'entreprise car elles jouent un rôle de contrôle et de suivi dans la mise en application des indicateurs de risques, des lignes directrices de la société et du respect des politiques écrites. Ces fonctions sont appelées des fonctions clés car elles font le lien entre la Direction générale ou le Conseil d'administration et les directions opérationnelles.

Les fonctions clés nommées par le Conseil d'Administration sont les suivantes :

Fonction Clé Gestion des risques : Corine SCHLIENGER

Fonction Clé Audit Interne : Jean Luc LAMBOLEY

Fonction Clé Actuariat : Corine SCHLIENGER

Fonction Clé Vérification de la Conformité : Véronique KOENIG

Les compétences requises pour les différentes fonctions sont les suivantes :

| Domaines de compétences et d'expérience | |
|--|--|
| Dirigeants effectifs | Assurance et marchés financiers, stratégie et économie de l'entreprise, analyse actuarielle et financière, cadre réglementaire, système de gouvernance |
| Fonction Gestion des Risques | Capacité de synthèse, connaissances des risques assurantiels, financiers et opérationnels, vision des mesures de gestion du risque |
| Fonction vérification de la conformité | Capacité de synthèse, compréhension des impacts de changement de réglementation |
| Fonction Audit Interne | Capacité de synthèse, connaissances générales sur les activités de la Mutuelle |
| Fonction Actuarielle | Capacité de synthèse, connaissance et pratique des mathématiques actuarielles et financières, connaissances des éléments techniques de calcul |

Le parcours professionnel ainsi que les compétences de la personne sont donc examinés par le Conseil d'Administration lors de toute désignation du Directeur général ou de responsable des fonctions clés.

Politique et pratiques de rémunération applicables aux membres du Conseil d'Administration et aux salariés :

La politique de rémunération est déterminée afin de promouvoir une gestion saine et efficace des risques et de ne pas encourager la prise de risques. Les principes suivants sont appliqués à l'ensemble des collaborateurs :

- Respect de la cohérence des rémunérations en fonction du niveau de responsabilité dans l'entreprise,
- Tenir compte de l'intérêt général de l'entreprise, des pratiques du marché et des performances pour déterminer la rémunération des collaborateurs,
- Apprécier la rémunération en prenant compte de tous les éléments : salaire fixe mais aussi avantages liés au statut et éléments périphériques de rémunération (épargne entreprise, régime de prévoyance, intéressement...).

Concernant les membres du Conseil d'Administration, la fonction d'Administrateur est exercée à titre bénévole sans perception de rémunération ou avantage d'aucune sorte.

Afin de leur permettre d'assurer leur fonction, ils sont remboursés de leur frais avec des indemnités de déplacement calculées à partir de la base kilométrique publiée par l'administration fiscale, les frais d'hébergement, de transport ou perte de salaire sur justificatifs et transmission d'une note de frais et ils perçoivent une indemnité de 90 € par trimestre au titre des frais administratifs inhérents à leur fonction d'administrateur.

Les administrateurs occupant des fonctions permanentes au sein de la mutuelle pourraient bénéficier d'indemnités de fonction telles que prévues par le Code de la Mutualité ; cette disposition n'est cependant pas appliquée à ce jour chez MUTA SANTÉ.

Transactions importantes :

Aucune transaction importante n'a été conclue en 2023 avec des actionnaires, des personnes exerçant une influence notable sur l'entreprise ou des membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle.

2-2 EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE

Conseil d'Administration

Au niveau du Conseil d'Administration, une charte des administrateurs est signée par l'ensemble des administrateurs de la Mutuelle. Par l'intermédiaire de ce document, l'administrateur s'engage à :

- Agir en toutes circonstances dans l'intérêt de la Mutuelle,
- Exercer ses fonctions avec indépendance, loyauté et professionnalisme, dans le cadre d'une mission bénévole,
- L'indépendance et le devoir d'expression ; chaque administrateur est indépendant et libre de son jugement dans le respect du caractère démocratique du fonctionnement de la mutuelle et une fois les décisions prises, est solidaire des stratégies décidées collégialement,
- L'assiduité, l'implication,
- L'engagement de participer aux réunions du Conseil d'Administration.

Il est par ailleurs évoqué les obligations de confidentialité, d'honorabilité et de compétences des administrateurs ainsi que les règles de cumul des mandats et de gestion des conflits d'intérêts.

La compétence des administrateurs est évaluée de façon collégiale et individuelle au vu des expériences des uns et des autres et des différentes formations suivies. Un plan de formation est présenté annuellement aux administrateurs ; celui-ci prend la forme de formations collectives et de formations individuelles complémentaires à

destination plus particulièrement des nouveaux administrateurs ou ceux jouant un rôle au sein du Comité d'Audit et des Risques.

Comité d'Audit et des Risques

Une charte du Comité d'Audit et des Risques décrit rôle et le fonctionnement du Comité d'Audit et des Risques et est remis à chaque membre. Par ailleurs, en plus de ces administrateurs au nombre maximum de 8, ce comité comprend un membre extérieur disposant de compétences financières et comptables.

Dirigeants effectifs

Conformément à la réglementation, les dossiers de notifications de nomination des dirigeants effectifs contenant l'examen des compétences et honorabilité des responsables des fonctions clés, ont été transmis à l'ACPR.

Fonctions clés

Conformément à la réglementation, les dossiers de notification de nomination des fonctions clés contenant l'examen des compétences et honorabilité des responsables des fonctions clés, ont été transmis à l'ACPR.

Au niveau de l'honorabilité, il est demandé tous les ans aux administrateurs, dirigeants effectifs et fonctions Clés un extrait de casier judiciaire (n°3) et une déclaration d'honorabilité et d'engagement.

2-3 SYSTEME DE GESTION DES RISQUES y compris l'évaluation interne de solvabilité

2-3-1 PILOTAGE DE LA GESTION DES RISQUES

Les principaux risques auxquels est soumise MUTA SANTÉ sont déclinés en politiques écrites.

Ces politiques sont pilotées, instruites et examinées annuellement par les instances opérationnelles et par les fonctions Clés et sont ensuite communiquées au Comité d'Audit et des Risques pour une pré-validation avant validation finale du Conseil d'Administration.

Après validation, les travaux et les actions nécessaires au respect et à la mise en œuvre des politiques sont réalisés par les directions opérationnelles ainsi que par les fonctions clés.

Les différentes politiques écrites existantes :

- Politique gouvernance, compétences et honorabilité, rémunération

- Politique gestion des risques
- Politique investissement
- Politique audit interne
- Politique contrôle interne
- Politique conformité
- Politique qualité des données
- Politique sous-traitance
- Politique EIRS (Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité)
- Politique continuité d'activité

L'objectif principal des différentes politiques est la maîtrise des risques afférents. Elles consistent notamment en la définition de niveaux d'alerte sur les activités liées au risque défini, ainsi que les actions à mener par niveau d'alerte pour les risques à priori comme pour les risques à posteriori et font l'objet d'une révision annuelle.

En particulier, la politique gestion des risques définit et décrit les éléments intégrés dans le système de gestion des risques de la mutuelle avec notamment :

- La cartographie des risques,
- L'appétence aux risques définie par le Conseil d'administration,
- Les rôles et responsabilités des différents acteurs de la gestion des risques (Fonction clé, dirigeants effectifs, Conseil d'Administration Comité d'audit et des risques, contrôle interne...) notamment dans le cadre des prises de décision de la mutuelle.

2-3-2 PROCESSUS DE L'EVALUATION INTERNE DES RISQUES

La mise en œuvre du processus EIRS (ORSA) fait partie intégrante de la gouvernance de la mutuelle et peut être décomposée en plusieurs phases structurantes qui sont décrites dans la politique écrite EIRS (Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité) :

- L'évaluation du besoin global de solvabilité,
- Le respect permanent des obligations réglementaires,
- La déviation du profil de risque,
- La rédaction du rapport EIRS approuvé par le conseil d'administration.

Il est donc rédigé au moins une fois par an un rapport EIRS qui évalue la solvabilité et les risques de la mutuelle avec :

- Définition des indicateurs de risques ainsi que les seuils d'alertes,
- Définition des actions en cas de dépassement des seuils,
- Définition d'un scénario économique central,
- Définition des stress tests complétant le scénario central.

L'exercice peut également être déclenché de manière ponctuelle en cas de décision stratégique interne ou d'événement externe impactant le plan de développement ou d'évènement externe.

Dans le cadre de cet exercice, la mutuelle analyse, évalue et s'assure de la couverture de l'ensemble des risques auxquels elle est soumise et détermine ses propres besoins de solvabilité sur les 4 prochaines années.

2-4 SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Politique de contrôle interne

La démarche de contrôle interne s'appuie sur une politique qui définit le cadre de mise en œuvre du système de contrôle interne nécessaire à la maîtrise des risques identifiés et des limites acceptées.

L'animation du dispositif de contrôle interne s'appuie sur les éléments suivants :

- Une cartographie des macro-processus
- Une cartographie des risques
- Un référencement des contrôles de niveau 1
- Un plan de contrôle de niveau 2

Cartographie des risques

La description des risques s'appuie essentiellement sur la cartographie des risques dans laquelle le recensement et l'évaluation des risques sont réalisés selon les deux approches « bottom up » et « top down ».

La première approche part de l'analyse des processus par les opérationnels et permet de mettre en œuvre les dispositifs de maîtrise des risques adéquats. L'information suit donc un circuit bottom up où elle est progressivement remontée par les opérationnels jusqu'à la Direction Générale.

La deuxième approche part de la vision d'ensemble de l'entreprise, de ses objectifs et ses activités par sa direction et permet d'aboutir directement à une évaluation des expositions majeures pour l'organisation. L'information suit donc un circuit top down en partant des hautes instances de l'organisation pour être utilisée dans l'optimisation du pilotage des différents services.

Traitement des incidents

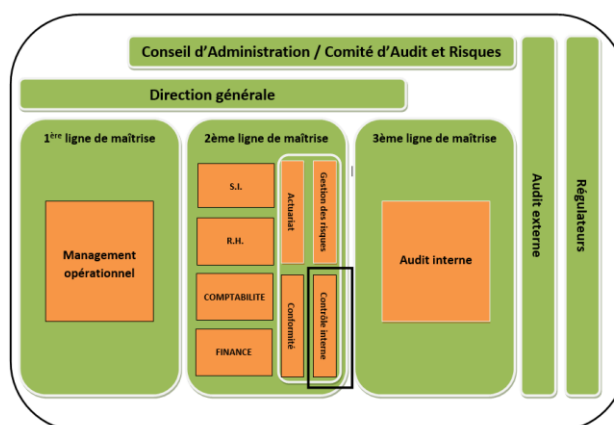
La gestion des incidents majeurs est un élément important d'amélioration continue du dispositif de gestion des risques qui permet la mise en place d'actions nécessaires pour éviter la survenance de nouveaux incidents.

Mise en œuvre du contrôle interne

Le référentiel de gestion des risques opérationnels et de contrôle interne qui constitue le socle des politiques définies, donne à chacun les méthodes et moyens ad hoc pour identifier, évaluer, arbitrer et traiter les risques opérationnels en mettant en œuvre si nécessaire, des plans d'action adaptés et efficaces.

La méthode de gestion de risques et de contrôle interne s'articule autour du principe des trois lignes de maîtrise :

- La première, manuelle ou informatisée, est réalisée dans les processus au fil des opérations selon des modalités prédéfinies eu égard à l'analyse des risques et aux objectifs opérationnels. Ce sont les collaborateurs directement en charge des opérations et de leur supervision hiérarchique qui en ont la responsabilité,
- le contrôle de deuxième niveau est un contrôle a posteriori dont l'objectif est de s'assurer de l'efficacité du dispositif de gestion des risques et d'évaluer les actions de maîtrise. Il est réalisé dans les directions par des personnes qui ne sont pas directement en charge des opérations contrôlées,
- enfin, le troisième niveau de contrôle est exercé par l'audit interne dans le cadre du plan d'audit annuel.



La conformité

L'article 46 de la Directive 2009/138/C3 dite Solvabilité 2 précise que la fonction de vérification de la conformité vise à évaluer l'impact possible de tout changement de l'environnement juridique sur les opérations de l'entreprise concernée, ainsi qu'à identifier et évaluer le risque de conformité.

Une politique conformité est rédigée avec pour objectif de préciser le traitement des :

- Risques de non-conformité identifiés dans le cadre du suivi des projets et d'identifier les éventuelles actions correctrices à mettre en œuvre,
- Évolutions réglementaires et les analyses d'impact réalisées.

2-5 FONCTION AUDIT INTERNE

La Politique audit interne décrit la mission et le rôle de l'audit interne. Le champ d'intervention et le niveau de responsabilité sont également précisés. Les éléments de méthodologie sont mentionnés ainsi que les règles de déontologie.

La fonction audit interne préserve son indépendance et son objectivité par rapport aux activités qu'elle examine, par le non-cumul de la fonction avec une fonction opérationnelle ou une autre fonction clé, ainsi que par son rattachement direct au Directeur Général.

2-6 FONCTION ACTUARIELLE

Comme prévu à l'article 272 du règlement délégué, la fonction actuarielle effectue, durant l'année, différents travaux liés au provisionnement, à la souscription et à la réassurance.

Elle doit adresser annuellement pour validation au Conseil d'Administration, un rapport dans lequel elle présente notamment les conclusions de ces travaux.

Le rapport de la fonction actuarielle sur les données au 31/12/2022 a été approuvé à l'unanimité par le Conseil d'Administration du 27 octobre 2023.

2-7 SOUS TRAITANCE

Les activités sous-traitées font l'objet d'une attention particulière du fait que tout défaut de pilotage pourrait avoir des impacts financiers mais aussi de réputation, dès lors qu'il conduirait à une dégradation des services pour les assurés.

En outre, la société conserve l'entière responsabilité de s'acquitter des obligations qui lui incombent lorsqu'elle sous-traite des fonctions ou des activités. Elle doit donc assurer le contrôle des activités sous-traitées, qu'il s'agisse de prestations de services ou de délégation de gestion. Il est donc prévu une politique de la sous-traitance précisant notamment le processus de sélection des sous-traitants et leurs évaluations annuelles.

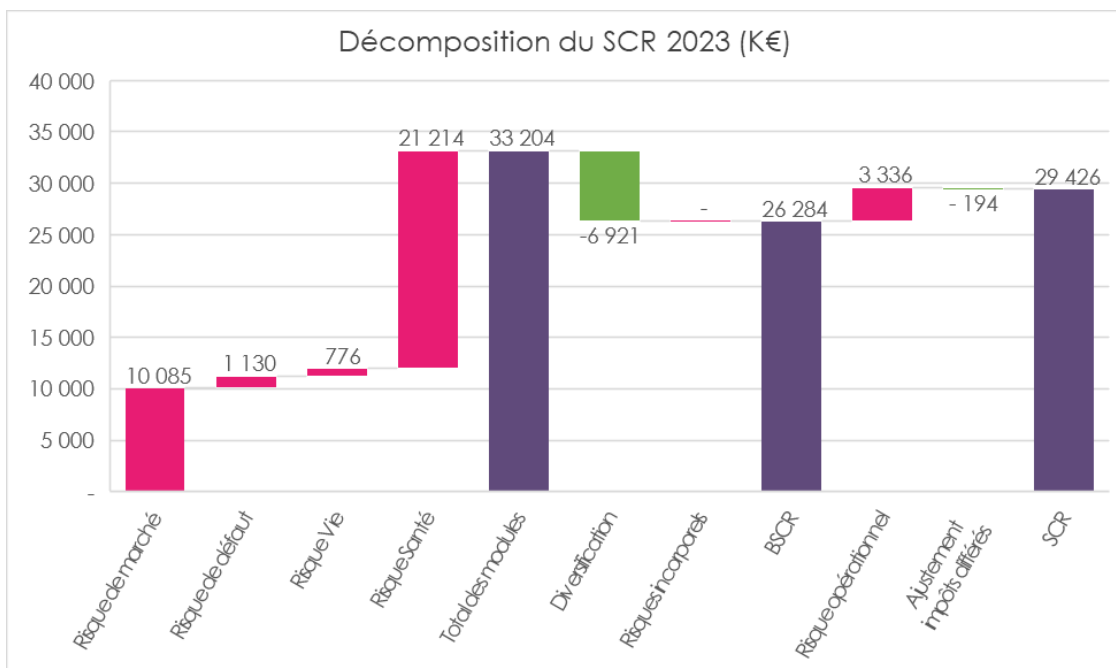
2-8 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information que celles présentées dans les parties 2.1 à 2.7 n'est à déclarer.

PROFIL DE RISQUE

Le profil de risque est basé sur les risques quantifiables de la formule standard ainsi que sur la cartographie des risques de la Mutuelle.

Les risques pris en compte par la formule standard sont illustrés par la décomposition du SCR (chiffres à fin 2023) :



| En K€ | 2022 | 2023 |
|-----------------------------------|---------|---------|
| Risque de marché | 9 443 | 10 085 |
| Risque de défaut | 1 228 | 1 130 |
| Risque Vie | 431 | 776 |
| Risque Santé | 19 531 | 21 214 |
| Total des modules non diversifiés | 30 633 | 33 204 |
| Diversification | - 6 367 | - 6 921 |
| BSCR | 24 265 | 26 284 |
| Risque opérationnel | 3 160 | 3 336 |
| Ajustement impôts différés | 0 | - 194 |
| SCR | 27 425 | 29 426 |

L'approche modulaire du SCR permet d'identifier les modules de risques principaux pour MUTA SANTÉ :

- Le risque de souscription santé : il comprend le risque catastrophe (avant effets de diversification, 10 %) et le risque santé NSLT (avant effets de diversification, 90 %) qui correspond au risque de provisionnement et de souscription. Il apparaît également à la marge, le risque santé SLT du fait de l'apparition des premiers invalides dans notre portefeuille.
- Le risque de marché : avant effets de diversification, les principaux risques qui le constituent sont le risque action (41 %), le risque de spread (21 %) et le risque de taux d'intérêt (21 %).

Au global, le risque de souscription santé et le risque de marché représentent près de 95 % du risque, avant effets de diversification.

L'analyse du SCR indique que MUTA SANTÉ reste exposée aux évolutions des conditions économiques et financières, mais également au risque de souscription. Ces facteurs de risques font l'objet d'une surveillance à travers des reportings trimestriels ou mensuels sur la tendance de la sinistralité du portefeuille, des effectifs assurés, des affaires nouvelles en souscription, ainsi que l'étude de l'ensemble du portefeuille de placements (risque de perte de valeur, de crédit, de concentration...).

Par ailleurs, certains risques sont spécifiques à MUTA SANTÉ comme les risques stratégiques qui recouvrent les risques liés au développement de la mutuelle et aux évolutions de son environnement. Les principaux risques identifiés sont liés aux évolutions réglementaires ainsi qu'à la rentabilité des affaires souscrites et à l'érosion du portefeuille individuel.

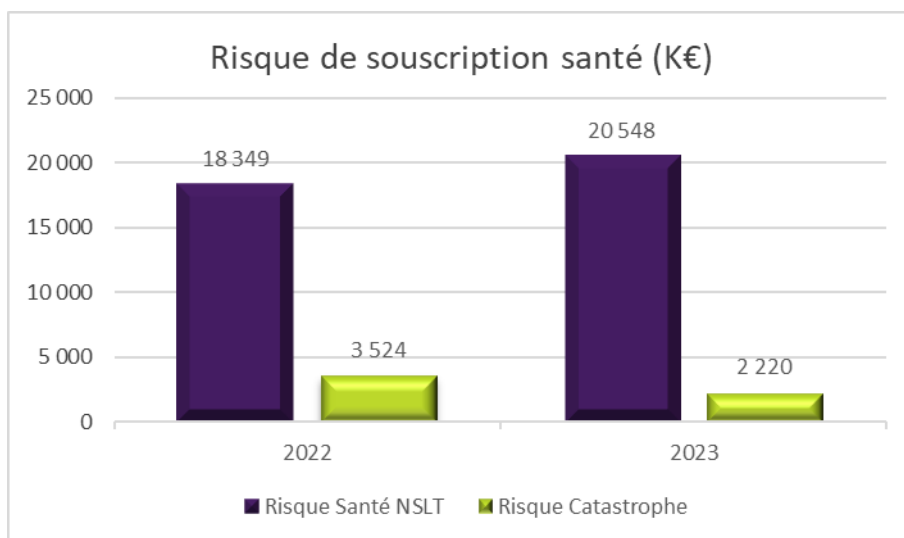
3-1 RISQUE DE SOUSCRIPTION

3-1-1 EXPOSITIONS AUX RISQUES

Compte tenu de la typologie de ses risques assurantiels, le principal risque de souscription auquel MUTA SANTÉ est exposée est le risque santé selon la formule standard. Le risque de rentabilité des affaires et le risque d'évolution réglementaire sont les principaux risques de l'entité.

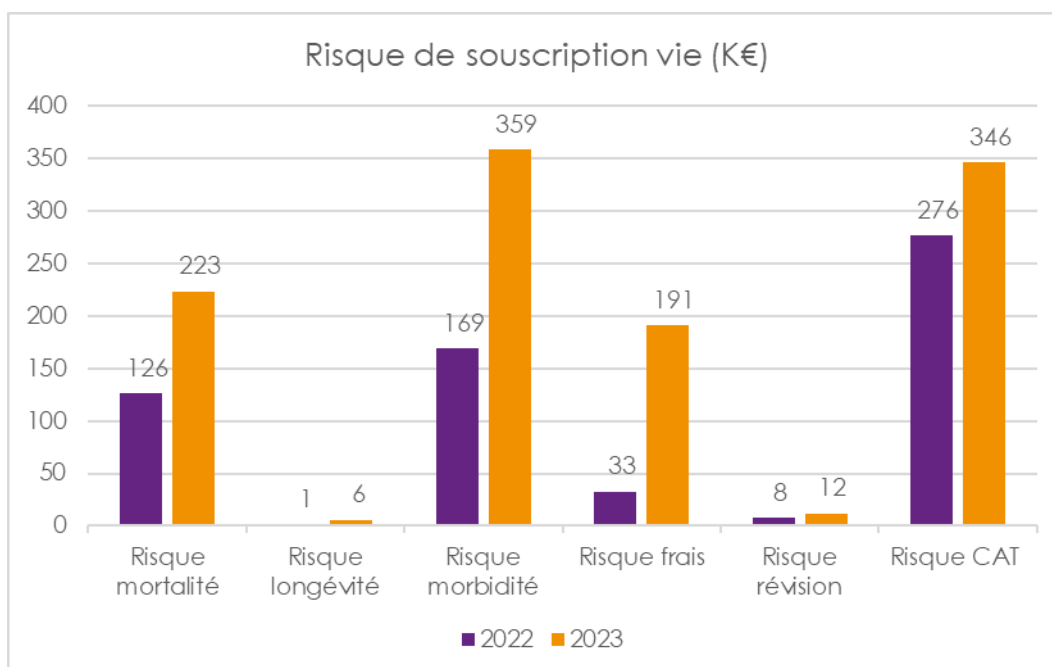
Le risque de souscription tient compte de la faible cession en réassurance au niveau de la santé et de la mise en place d'un programme de réassurance complet en prévoyance (décès et arrêt de travail) dès le début de l'activité sur ces risques. Le programme mis en place - alliant réassurance proportionnelle et non proportionnelle - protège de façon efficace la mutuelle contre la survenance de

sinistres importants notamment en décès ou la survenance de plusieurs sinistres sur un même évènement.



Notons que le risque de souscription en santé SLT est non significatif pour la mutuelle et ne représente que 2 258 € en 2023 du fait de la présence de peu d'invalides au niveau du portefeuille et des cessions en réassurance.

Par ailleurs, il existe un risque de souscription Vie de 776 K€ contre 431 K€ en 2022 qui progresse nettement compte tenu des nouvelles affaires souscrites en prévoyance pour 2023.



Risque d'évolution réglementaire

L'assurance santé vise à couvrir les risques liés à la santé des individus (frais pharmaceutiques, hospitaliers, optiques, dentaires, etc....).

Depuis plusieurs années, de nombreuses évolutions réglementaires impactent régulièrement l'activité santé : l'évolution des taxes et contributions parfois rétroactives, les contraintes des contrats responsables, le 100 % santé, l'annonce de report de prestations de la Sécurité Sociale vers les organismes complémentaires sans connaître le détail ou la date d'application...

Ces évolutions réglementaires constituent un risque pour MUTA SANTÉ tant sur le plan financier que sur le plan concurrentiel ainsi la réforme 100 % santé a eu un impact sur les habitudes de consommation avec notamment le dentaire et l'auditif. Ainsi, il a été annoncé en 2023 l'extension possible de la réforme du 100 % Santé sur des nouveaux actes qui impacteront nécessairement MUTA SANTÉ.

Concernant l'arrêt de travail, les évolutions réglementaires concernent essentiellement la réforme retraite et son impact sur le vieillissement de la population assurée (taux d'incidence en hausse sur les âges élevés), qui aura également un impact sur le risque décès des contrats collectifs.

Risque de rentabilité des affaires

En lien avec le risque d'évolution réglementaire, le risque de rentabilité des activités santé que ce soit en contrats collectifs ou individuels est important pour MUTA SANTÉ. Il constitue l'une des préoccupations majeures, compte tenu du contexte concurrentiel actuel et des évolutions constatées sur la consommation santé.

En prévoyance collective, activité récente de MUTA SANTÉ, la rentabilité des affaires est un élément déterminant et une attention particulière est portée sur les risques avec la mise en place de réassurance spécifique pour les contrats d'importance nécessitant une approche globale prévoyance et santé.

L'objectif est de proposer des tarifs équilibrés qui soient en cohérence avec la protection des assurés, les pratiques du marché, tout en assurant une gestion prudente et pérenne de la solvabilité.

3-1-2 CONCENTRATION DE RISQUES

MUTA SANTÉ est soumise au risque de concentration du fait d'une exposition géographique centrée sur l'Est de la France. Le risque est néanmoins considéré comme très faible compte tenu du portefeuille de MUTA SANTÉ.

3-1-3 REDUCTION DE RISQUES

Les nombreuses réformes réglementaires peuvent avoir des conséquences sur l'équilibre technique et financier des portefeuilles. En conséquence, des moyens ont été déployés afin de renforcer la gestion de ce type de risques (études prospectives, redressement de portefeuilles...). Ce risque fait ainsi l'objet d'une

vigilance particulière afin d'être en mesure d'apporter des ajustements si nécessaire :

- Veille réglementaire,
- Renforcement des normes de souscription,
- Analyse de la solvabilité par stress tests et exercice EIRS,
- Pilotage technique des portefeuilles des contrats santé (suivi statistique des résultats, études, éventuelle opération d'indexation tarifaire annuelle pour assurer l'équilibre technique du portefeuille).

Par ailleurs, concernant l'activité prévoyance collective (décès et arrêt de travail), un programme complet de réassurance a été mis en place y compris au niveau de la couverture du risque catastrophe ; un programme spécifique de réassurance est également mis en place pour les contrats les plus importants.

3-1-4 SENSIBILITE AUX RISQUES

Il convient de prendre en compte les évolutions réglementaires et leurs impacts dans le pilotage de l'activité. Ainsi, un plan d'action est mis en place à chaque modification réglementaire importante afin d'analyser les différents impacts et leurs conséquences sur la rentabilité des affaires. Les mesures d'évaluation de ce type de risques dépendront des caractéristiques de l'évolution réglementaire.

Le dispositif EIRS contribue pleinement à la maîtrise de ce risque par son anticipation, son estimation et par les mesures mises en place. Il permet de valider les plans d'actions destinés à maîtriser le risque et à conserver le niveau des indicateurs financiers.

3-1-5 DEPENDANCE AUX RISQUES

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base de la formule standard en tenant compte des matrices de corrélation.

3-2 RISQUE DE MARCHE

3-2-1 DESCRIPTION DU PORTEFEUILLE DE PLACEMENT

La politique d'investissement fait l'objet d'une politique écrite. Il est ainsi validé par le Conseil d'Administration, une allocation stratégique au niveau des placements financiers précisant notamment la part des actions /taux dans le portefeuille. Cette répartition fait l'objet d'un suivi régulier, au même titre que l'évolution des plus et moins-values latentes et des notations des actifs en portefeuille.

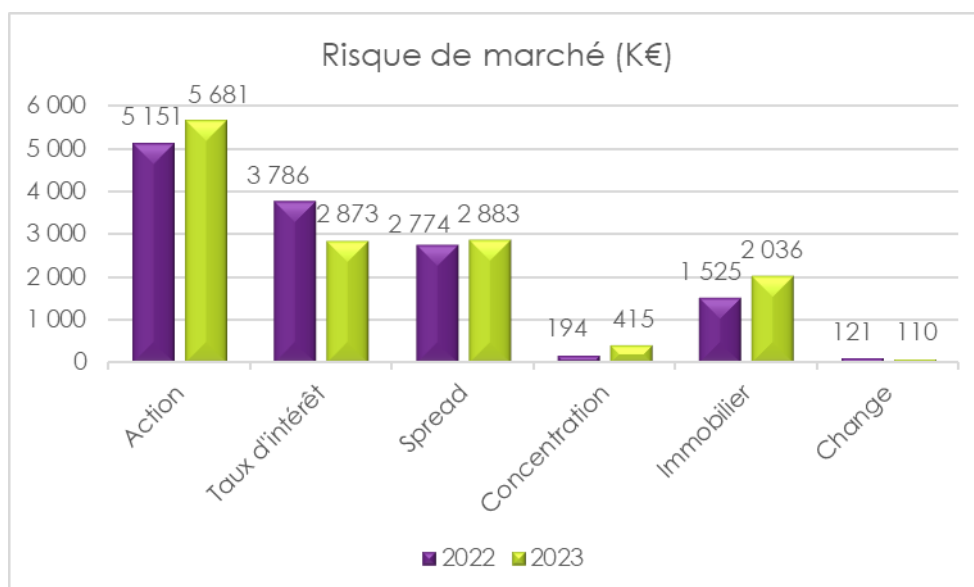
Le détail du portefeuille de placements de MUTA SANTÉ à fin 2023 est le suivant :

| en K€ | Valeur de marché 2022 | | Valeur de marché 2023 | |
|------------------|--------------------------|-------------|--------------------------|-------------|
| | | | | |
| Obligations | 50 064 | 67% | 56 390 | 67% |
| Actions | 13 788 | 18% | 13 387 | 16% |
| Monétaire | 759 | 1% | 5 218 | 6% |
| Immobilier | 6 099 | 8% | 8 144 | 10% |
| Trésorerie | 856 | 1% | 1 017 | 1% |
| Actifs corporels | 62 | 0% | 64 | 0% |
| Autres | 3 097 | 4% | 5 | 0% |
| | 74 724 | 100% | 84 225 | 100% |

La ventilation est effectuée sur le portefeuille après transposition des 3 OPCVM les plus importantes présentes dans le portefeuille.

L'EIOPA fournit annuellement une courbe des taux qui sert de référence pour la valeur future probable des obligations détenues. Cette courbe étant moins favorable en 2023 qu'en 2022 (baisse des taux), il a été testé l'impact d'un tel changement sur la valeur des fonds propres et sur le niveau du SCR. Le résultat indique qu'il y a une légère augmentation du risque de marché à travers ses composantes taux et spread, avec en contrepartie, une très légère augmentation du niveau de fonds propres. Au final, le ratio de couverture du SCR reste inchangé.

Le risque de marché au 31 décembre 2023 se décompose de la façon suivante :



| Détail SCR marché (K€) | 2022 | 2023 | Progression |
|------------------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Action | 5 151 | 5 681 | 10% |
| Taux d'intérêt | 3 786 | 2 873 | -24% |
| Spread | 2 774 | 2 883 | 4% |
| Concentration | 194 | 415 | 114% |
| Immobilier | 1 525 | 2 036 | 34% |
| Change | 121 | 110 | -9% |
| Total avant diversification | 13 550 | 13 999 | 3% |
| <i>Diversification</i> | <i>-4 107</i> | <i>-3 914</i> | |
| Total | 9 443 | 10 085 | 6,80% |

Le SCR marché est en hausse de + 6.8 % par rapport à 2022 et c'est le sous-module SCR action suivi par les SCR spread et taux d'intérêt qui sont les plus représentés.

La hausse du SCR action (+10 %) est due notamment au niveau de l'ajustement symétrique (facteur de choc, réglementaire, évolutif selon le niveau des marchés financiers) qui passe de - 3.02 % en 2022 à + 1.46 % en 2023. La hausse du SCR spread est due à l'augmentation de l'assiette choquée.

3-2-2 EXPOSITION AUX RISQUES

Aucun risque important qui nécessiterait une attention particulière n'a eu lieu en 2023.

3-2-3 CONCENTRATION DES EMETTEURS

Ce risque est présent dans le risque concentration de la formule standard (sous-module du risque de marché) et reste limité pour MUTA SANTÉ (0,4 M€). Il est en hausse par rapport à 2022 du fait de la détérioration de l'échelon de crédit du seul groupe émetteur concerné.

3-2-4 REDUCTION DE RISQUES

L'application de la politique Investissement permet de maîtriser le processus de gestion des investissements et ainsi d'atteindre les objectifs donnés par le Conseil d'Administration conformément au principe de prudence. La part action est ainsi fixée en 2023 entre 15 et 21 % et a été revue à 15 % pour 2024 par le Conseil d'Administration et les notations minimales des obligations sont définies dans les prospectus des fonds dédiés.

Les décisions de gestion actuelles sont prises en fonction du risque de marché et de sa volonté de maîtrise du risque de marché.

3-2-5 SENSIBILITE AUX RISQUES

Afin de tester la sensibilité aux risques de marché, différents critères sont analysés ainsi que leur impact sur le niveau de couverture du SCR (baisse du poids des actions, détérioration de la notation des obligations).

3-2-6 DEPENDANCE ENTRE LES RISQUES

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base de la formule standard en prenant compte des matrices de corrélation.

3-3 RISQUE DE CREDIT

3-3-1 EXPOSITION AUX RISQUES

Le risque de crédit, correspond à la mesure de l'impact sur les fonds propres de mouvements défavorables liés au défaut de tiers auprès desquels la mutuelle présente une créance ou dispose d'une garantie.

Ce risque de défaut peut provenir :

- Du non-paiement des cotisations à recevoir par les adhérents,
- Du non-paiement des créances détenues auprès de tiers,
- Du défaut d'un réassureur,
- Du défaut des banques au regard des liquidités détenues.

Le risque de défaut de contrepartie est donc considéré comme une composante du risque de crédit. Celui-ci diminue en 2023 du fait de la diminution des avoirs en banque (SCR Type 1) et d'une stabilité des créances et des dépôts et cautionnements (SCR Type 2) :

| En K€ | 2022 | 2023 | Evolution |
|--------------------------|--------------|--------------|------------|
| SCR Type 1 | 302 | 164 | -46% |
| SCR Type 2 | 985 | 1 002 | +2% |
| Total Type 1 + Type 2 | 1 287 | 1 166 | -9% |
| Effet de diversification | -59 | -36 | -39% |
| SCR Contrepartie | 1 228 | 1 130 | -8% |

3-3-2 CONCENTRATION DE RISQUES

Le risque de crédit fait partie inhérente du marché de l'assurance au travers des risques liés aux investissements et aux échanges avec les réassureurs. Ainsi, un ensemble de dispositifs de suivi et de contrôles est en place afin d'assurer une gestion efficace et prudente de ce risque.

Aucun risque important qui nécessiterait une attention particulière n'a eu lieu en 2023.

3-3-3 REDUCTION DE RISQUES

Le respect de la politique Investissement permet de s'assurer que les investissements sont effectués selon le principe de la personne prudente et que les risques sont maîtrisés.

Les actions de suivi mises en place afin de limiter le risque de crédit se traduisent par le suivi :

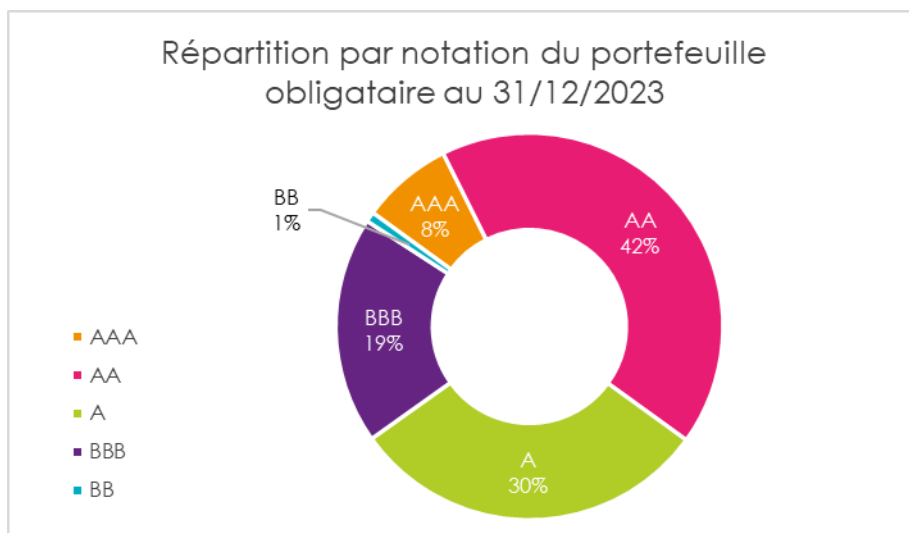
- des notations des émetteurs bancaires,
- de la qualité de la relation avec les partenaires.

3-3-4 SENSIBILITE AUX RISQUES

En plus des analyses sur les risques obligataires individuels, la structure globale des portefeuilles par notation fait également l'objet d'un suivi et de contrôle.

Les changements de notation après l'achat peuvent toutefois impacter la qualité du portefeuille obligataire. Un suivi des changements de notation est réalisé permettant ainsi de maîtriser le risque de crédit. Dans ce contexte, l'évaluation du risque de crédit peut donc s'appuyer sur les notations fournies par les principales agences de notation. La répartition par notation du portefeuille obligataire est alors un élément important du processus d'investissement :

| Valeur de marché en K€ | Total | |
|-------------------------------|---------------|-------------|
| AAA | 4 314 | 8% |
| AA | 23 865 | 42% |
| A | 17 021 | 30% |
| BBB | 10 718 | 19% |
| BB | 470 | 1% |
| Total | 56 390 | 100% |



3-3-5 DEPENDANCE ENTRE LES RISQUES

La dépendance entre les risques est déterminée sur la base de la formule standard en prenant compte des matrices de corrélation.

3-4 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité est défini comme le risque de ne pas pouvoir réaliser des investissements et autres actifs en vue d'honorer les engagements financiers au moment où ceux-ci deviennent exigibles.

Pour ses engagements à court terme relatifs à l'activité de santé, la mutuelle suit tout particulièrement :

- L'évolution du montant des prestations réglées et provisionnées,
- Le niveau de trésorerie,
- La liquidité des placements détenus en portefeuille.

3-4-1 EXPOSITION AUX RISQUES

Le risque de liquidité correspond pour MUTA SANTÉ à une problématique de trésorerie disponible afin de respecter ses engagements de prestations. MUTA SANTÉ étant principalement un assureur santé, ses engagements vis-à-vis de ses assurés sont majoritairement des engagements à court terme.

Afin d'assurer une gestion efficace et prudente de ce risque, il est établi un état journalier de la trésorerie disponible sur les comptes courants, ainsi qu'une projection pour le mois en cours des disponibilités sur les comptes courants en

fonction des sorties de trésorerie prévues. Un reporting mensuel à l'attention du Comité de direction est établi par la direction comptable et financière.

La part de monétaire (OPCVM monétaire) au 31 décembre 2023 permet ainsi de limiter le risque de liquidité.

3-4-2 CONCENTRATION DES RISQUES

Le risque de liquidité est limité et maîtrisé pour MUTA SANTÉ. Il n'y a pas de risque de concentration.

Aucun risque important qui nécessiterait une attention particulière n'a eu lieu en 2023.

3-4-3 REDUCTION DES RISQUES

MUTA SANTÉ n'est pas soumis au risque de liquidité.

3-4-4 SENSIBILITE AUX RISQUES

MUTA SANTÉ n'est pas sensible au risque de liquidité.

3-4-5 MONTANT DU BENEFICE ATTENDU INCLUS DANS LES PRIMES FUTURES

Le montant de bénéfice attendu inclus dans les primes futures au 31/12/2023 a été évalué à 4 954 K€.

| Bénéfice attendu dans les primes futures (K€) | Total |
|--|--------------|
| Vie | 3 012 |
| Non Vie | 1 941 |
| Total | 4 954 |

Le montant de bénéfice attendu inclus dans les primes futures ne tient pas compte des PANE à recevoir, contrairement à la meilleure estimation pour provisions pour primes (Best Estimate de primes).

3-5 RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel de MUTA SANTÉ correspond aux pertes potentielles qui pourraient résulter d'une défaillance au sein de la Mutuelle imputable à des procédures, personnes et système interne ou à des évènements extérieurs comme :

- Risques de non-conformité (sanctions financières liées à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou bien encore la protection de la clientèle),
- Risques juridiques (frais juridiques engagés et amendes faisant suite à des litiges),
- Risque de fraude interne et externe,
- Risques d'exécution des opérations (défaillance humaine, de contrôle, d'organisation, etc.),
- Risque de défaillance des systèmes d'information (indisponibilité ou latence des outils affectant la capacité de travail, etc.),
- Risques liés à la qualité des prestations sous-traitées (qualité et délai de gestion, etc.),
- Risques relevant de la sécurité des biens et des personnes (incendie, etc., affectant la disponibilité des collaborateurs et des locaux),
- Risques de réputation (dégradation de l'image de la mutuelle suite à une mauvaise qualité de gestion),
- Risques liés à l'évolution de l'environnement légal (nouvelle réglementation affectant la capacité à maintenir une activité).

La mesure du risque opérationnel est suivie à travers la cartographie des risques qui prévoit des actions de maîtrise en fonction de leur importance. Ces actions interviennent sur la cause du risque ou la fréquence et sont intégrées dans le dispositif de contrôle interne.

Cette cartographie fait l'objet de revue régulière afin d'appréhender les risques émergents comme :

- la dégradation de l'environnement économique
- La sécurité informatique (cyber-attaques,)
- La fraude
- Le risque homme clé,...

En 2023, deux risques opérationnels majeurs ont été identifiés à travers la cartographie des risques majeurs de mutuelle :

- Risque de pérennité de l'outil informatique dont la réécriture devrait se finaliser au courant du 1^{er} semestre 2024,
- Risque de cyber sécurité : ce risque se traduit principalement par le risque d'être victime de cyber attaques dû à un manque de sécurisation de nos systèmes d'information. Il se fait de plus en plus présent du fait de l'accroissement des causes potentielles, nous pouvons citer :
 - Augmentation des cyberattaques,
 - Hausse du télétravail et des transferts de données vers l'extérieur,
 - Réglementation DORA.

3-6 AUTRES RISQUES IMPORTANTS

Néant.

3-7 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par la mutuelle susceptible d'impacter le profil de risque n'est à mentionner.

VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

MUTA SANTÉ est une mutuelle interprofessionnelle dont l'activité est majoritairement dédiée à la couverture des frais de santé dans l'Est de la France.

Son bilan présente un total actif de 95,0 M€ en norme prudentielle. Ses placements en représentation des engagements et des fonds propres respectent le principe de la personne prudente et sont à plus de 14 % investis en titres obligataires en direct. Les autres placements représentent 85 % du total des placements et sont composés majoritairement d'OPCVM.

Les engagements en Santé et arrêt de travail représentent la majorité des provisions techniques de MUTA SANTÉ.

| Montants en K€ | Comptes sociaux | Solvabilité 2 |
|---|-----------------|---------------|
| Placements | 70 061 | 75 149 |
| Immobilier | 0 | 0 |
| Participations | 0 | 0 |
| Actions | 0 | 0 |
| Obligations | 12 363 | 11 641 |
| Autres | 57 698 | 63 508 |
| Provisions techniques cédées | 8 643 | 6 915 |
| Impôts différés actifs | 0 | 1 883 |
| Autres actifs | 18 480 | 11 064 |
| Ecart d'acquisition | 0 | 0 |
| Frais d'acquisition reportés | 0 | 0 |
| Actifs incorporels | 967 | 0 |
| Immobilisations corporelles | 9 492 | 8 820 |
| Placements représentant les provisions des contrats en unités de compte | 0 | 0 |
| Prêts | 0 | 0 |
| Dépôts auprès des cédantes | 0 | 0 |
| Créances nées d'opérations d'assurance | 6 368 | 591 |
| Créances nées d'opérations de réassurance et dépôts des cédantes | 0 | 0 |
| Autres créances | 249 | 249 |
| Trésorerie | 932 | 932 |
| Autres actifs que ceux mentionnés ci-dessus | 472 | 472 |
| TOTAL ACTIF | 97 184 | 95 012 |
| Provisions techniques brutes | 19 355 | 15 039 |
| Meilleure estimation | 0 | 12 905 |
| Marge de risque | 0 | 2 135 |
| Impôts différés passifs | 0 | 1 883 |
| Autres passifs | 21 693 | 19 828 |
| Provisions autres que les provisions techniques | 0 | 0 |
| Provisions pour retraite et autres avantages | 252 | 252 |
| Dettes pour dépôts espèces des réassureurs | 0 | 0 |
| Dettes financières | 0 | 0 |
| Dettes nées d'opération d'assurance | 1 435 | 1 435 |
| Dettes nées d'opération de réassurance | 2 410 | 544 |
| Dettes subordonnées | 0 | 0 |
| Autres dettes | 17 596 | 17 596 |
| TOTAL PASSIF | 41 049 | 36 750 |
| Excédent de l'actif sur le passif | 56 136 | 58 261 |

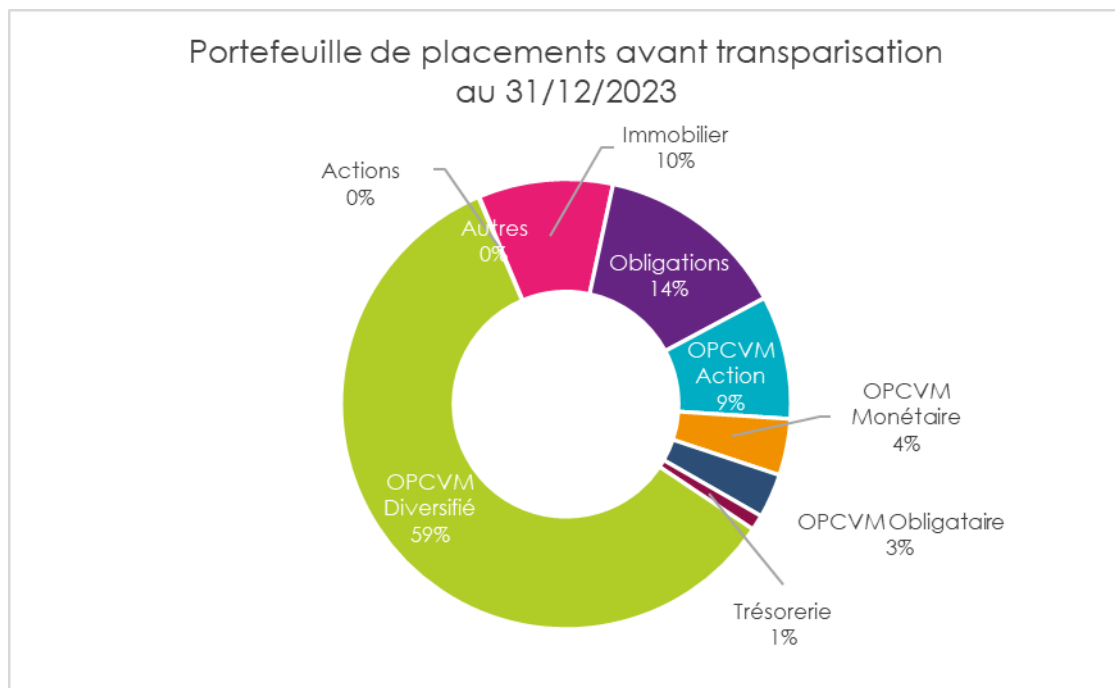
4-1 ACTIF

4-1-1 ACTIFS INCORPORELS

MUTA SANTÉ dispose d'actifs incorporels représentant une richesse au bilan comptable de 967 K€. Ces actifs ne représentent pas une richesse matérielle disponible à des fins de solvabilité ce qui fait que ce montant est entièrement annulé dans le cadre de l'évaluation du bilan prudentiel.

4-1-2 PLACEMENTS

Au 31/12/2022, la valeur de marché des placements était de 74.7 M€. Les placements sont évalués en 2023 à 84.2 M€ avec la ventilation suivante :



La valorisation à des fins de solvabilité se base sur :

- Des valeurs de marché pour les titres sur lesquels un marché règlementé existe,
- Des valeurs à dire d'expert pour l'immobilier et les participations,
- Les valeurs comptables pour les actifs de type liquidités.

Ainsi pour chaque catégorie importante d'actif financier, les méthodes de valorisation appliquées sont les suivantes :

Immobilier :

- Norme comptable : les actifs immobiliers sont comptabilisés à leur valeur historique. La dotation aux amortissements sera calculée conformément à la

réglementation en vigueur en matière de décomposition par composant et de durée d'amortissement de chaque composant à compter de la date d'achèvement des travaux.

- Norme prudentielle : la valeur de marché est fondée sur une expertise faite par un professionnel indépendant. Suite à l'installation dans le nouveau siège social de Muta Santé à Brunstatt-Didenheim, une expertise a été faite en novembre 2023.

Actions, OPCVM :

- Norme comptable : les titres de placements sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition, nette des éventuelles dépréciations.
- Norme prudentielle : les valeurs de marché correspondent aux valeurs négociées sur un marché réglementé. Elles sont évaluées sur la base du cours de clôture. En l'absence de cours au jour de la valorisation, l'évaluation s'effectue sur la base du dernier cours connu.

Obligations et autres titres assimilés :

- Norme comptable : les titres sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition. Les décotes ou surcotes des valeurs amortissables sont amorties sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode actuarielle.
 - Norme prudentielle : les valeurs de marché correspondent aux valeurs négociées sur un marché réglementé. Elles sont évaluées sur la base du cours de clôture. En l'absence de cours au jour de la valorisation, l'évaluation s'effectue sur la base du dernier cours connu.
- Les montants en valeur de marché sont hors amortissement des surcotes décotes et avec coupons courus.

Trésorerie et équivalents :

- Norme actuelle : les titres sont inscrits au bilan à leur valeur comptable
- Norme prudentielle : les titres sont inscrits au bilan à leur valeur comptable

La mutuelle n'a donc pas utilisé de propre valorisation de ses actifs en dehors de ceux d'un marché coté ou celle communiquée par le prestataire financier. En ce sens, il n'y a pas d'incertitude particulière quant à la valorisation des placements financiers.

4-1-3 LA REASSURANCE

Les provisions techniques cédées au bilan social représentent 45 % des provisions techniques brutes et 9 % du total du bilan au 31 décembre 2023.

Au bilan prudentiel, les provisions techniques cédées représentent 46 % des *Best Estimates* bruts et 7 % de l'actif au 31 décembre 2023.

4-1-4 IMPOTS DIFFERES ACTIFS

L'écart entre les valeurs inscrites au bilan prudentiel et au bilan fiscal donne lieu à la comptabilisation d'impôts différés, dans le respect de l'article 15 du règlement délégué.

En norme Solvabilité 2, MUTA SANTÉ comptabilise un impôt différé actif de 1 883 K€, principalement dû au reclassement au bilan prudentiel des primes acquises non émises intégrées dans les *Best Estimates* de primes (l'effet de ce reclassement est annulé au passif du bilan avec la génération d'un IDP du même montant).

Notons ici que le montant de l'impôt différé actif est capé au montant de l'impôt différé passif en l'absence de la mise en place d'un test de recouvrabilité, nous y reviendrons plus bas dans le rapport.

4-1-5 TRESORERIE

Dans la mesure où MUTA SANTÉ dispose de la possibilité de récupérer à tout moment (sans respect d'un délai de préavis et sans pénalité sur le capital) ses liquidités placées sur des comptes courants ou livrets bancaires, la valorisation de ces actifs a été retenue à leur valeur comptable.

4-1-5 CREANCES ET AUTRES ACTIFS

L'écart constaté entre la valeur comptable des créances nées d'opérations d'assurance et la valeur prudentielle, correspond au retraitement des primes acquises non émises évoqué ci-dessus.

Les autres actifs sont valorisés dans le bilan prudentiel à leurs valeurs comptables.

4-2 PROVISIONS TECHNIQUES

4-1-1 DETAIL DES PROVISIONS TECHNIQUES

Dans le cadre de Solvabilité 2, les provisions techniques correspondent à la somme des provisions *Best Estimate* et des marges de risque.

Le total des provisions techniques dans les comptes sociaux au 31/12/2023 est de 19.4 M€ contre 16.7 M€ en 2022 alors qu'il est de 15.0 M€ en normes prudentielles contre 10.6 M€ en 2022.

L'augmentation des provisions *Best Estimate*, au regard de l'augmentation des provisions comptables, est expliquée par la combinaison des deux composantes suivantes :

- Augmentation de la composante *Best Estimate* de sinistres en prévoyance vie et non-vie : cette composante est corrélée aux provisions comptables et évolue généralement dans le même sens, le *Best Estimate*

de sinistres étant valorisé sur le même périmètre que les provisions comptables,

- Diminution du *Best Estimate* de primes qui valorise l'année de production 2023. Cette composante n'existe pas dans le référentiel comptable français.

Notons qu'un *Best Estimate* de primes est synonyme d'une anticipation d'un résultat technique 2024 excédentaire.

| | en K€ | 2023 | |
|------------------------------|----------------------------|---------------|-----------------|
| | Provisions brutes chargées | Solvabilité 2 | Comptes sociaux |
| Assurance des frais médicaux | Provisions techniques | 3 211 | 7 704 |
| | dont BE sinistres | 7 451 | 7 704 |
| | dont BE primes | -5 589 | |
| | dont Marge de risque | 1 349 | |
| Prévoyance non vie | Provisions techniques | 9 033 | 8 644 |
| | dont BE sinistres | 8 787 | 8 644 |
| | dont BE primes | -393 | |
| | dont Marge de risque | 640 | |
| Prévoyance vie | Provisions techniques | 2 795 | 3 007 |
| | dont BE sinistres | 2 990 | 3 007 |
| | dont BE primes | -342 | |
| | dont Marge de risque | 146 | |
| TOTAL | Provisions techniques | 15 039 | 19 355 |
| | dont BE sinistres | 19 228 | 19 355 |
| | dont BE primes | -6 323 | |
| | dont Marge de risque | 2 135 | |

4-1-2 METHODE DE CALCUL DES PROVISIONS TECHNIQUES

Les provisions techniques Solvabilité 2 de MUTA SANTÉ - majoritairement présentes au niveau de la Lob n°1 (assurance des frais médicaux et incapacité) - sont valorisées dans le référentiel Solvabilité 2 en utilisant la séparation entre une meilleure estimation d'une part (*best estimate*) et une marge pour risque d'autre part.

L'ensemble de ces provisions techniques a été évalué en déterministe sans intégrer de marge de prudence explicite de la manière suivante :

- La meilleure estimation des provisions pour sinistres (*Best Estimate* de sinistres) prend en compte les frais de gestion des sinistres, d'administration, d'acquisition et de placements. Elle correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du stock de sinistres en cours à la date d'évaluation,
- La meilleure estimation des provisions pour primes (*Best Estimate* de primes) est l'évaluation d'une année de primes futures, de sinistres et de frais s'y rapportant. Cette évaluation est effectuée conformément à la limite des contrats (art. 18 du règlement délégué 2015/35/CE) liée au fait

que l'assureur ne dispose plus de temps pour résilier le contrat (contrats à tacite reconduction) à la date du 31 décembre et est donc engagé pour une année supplémentaire.

En supplément des flux futurs sur lesquels est engagé la mutuelle au 31 décembre, le *Best Estimate* de primes tient compte de primes acquises non émises qui sont à recevoir l'année suivante (en accord avec les préconisations de l'ACPR). Ces flux, en tant qu'encaissements futurs, viennent en déduction des engagements.

Aucune méthodologie d'ajustement du risque n'a été utilisée.

La marge de risque est calculée par la méthode simplifiée de la duration du SCR (simplification n°4 des spécifications techniques du 30 avril 2014). Il est néanmoins vérifié régulièrement que cette méthode de simplification reste prudente en procédant au calcul exact de la marge de risque

Aucune simplification n'est utilisée pour le calcul des provisions techniques comptables et prudentielles.

4-1-3 NIVEAU D'INCERTITUDE LIE AUX PROVISIONS TECHNIQUES

Compte tenu des risques assurés, les seules incertitudes liées au calcul des provisions techniques sont les suivantes :

- Sur l'évaluation des provisions de sinistre :
 - Incertitude liée à la cadence d'écoulement des sinistres.
- Sur l'évaluation des provisions de prime :
 - Incertitude liée à la sinistralité future,
 - Incertitude liée aux frais futurs.

4-1-4 AJUSTEMENT EGALISATEUR

MUTA SANTÉ n'applique pas l'ajustement égalisateur.

4-1-5 CORRECTION POUR VOLATILITE

MUTA SANTÉ n'applique pas la correction pour volatilité.

4-1-6 APPLICATION DE LA COURBE DES TAUX D'INTERET SANS RISQUE TRANSITOIRE

MUTA SANTÉ n'applique pas la courbe des taux d'intérêt sans risque transitoire.

4-1-7 APPLICATION DE LA DEDUCTION TRANSITOIRE

MUTA SANTÉ n'applique pas déduction transitoire visée à l'article 308 quinquies de la directive 2009/138/CE.

4-3 AUTRES PASSIFS

Pour chaque catégorie importante des autres passifs, les valeurs au bilan économique sont les suivantes :

| Montants en K€ | Comptes sociaux | Solvabilité 2 |
|---|-----------------|---------------|
| Impôts différés passifs | 0 | 1 883 |
| Autres passifs | 21 693 | 19 828 |
| Provisions autres que les provisions techniques | 0 | 0 |
| Provisions pour retraite et autres avantages | 252 | 252 |
| Dettes pour dépôts espèces des réassureurs | 0 | 0 |
| Dettes financières | 0 | 0 |
| Dettes nées d'opération d'assurance | 1 435 | 1 435 |
| Dettes nées d'opération de réassurance | 2 410 | 544 |
| Dettes subordonnées | 0 | 0 |
| Autres dettes | 17 596 | 17 596 |
| TOTAL PASSIF | 41 049 | 36 750 |
| Excédent de l'actif sur le passif | 56 136 | 58 261 |

4-3-1 IMPOTS DIFFERES PASSIFS

Comme à l'actif du bilan, en normes Solvabilité 2, un impôt différé est calculé sur chaque poste du bilan prudentiel par application du taux d'impôt à la différence de valorisation entre les référentiels Solvabilité 2 et fiscal.

MUTA SANTÉ comptabilise un impôt différé passif de 1 883 K€, principalement dû aux plus-values latentes sur les actifs ainsi qu'aux écarts de provisions techniques.

Au 31/12/2023, la position nette des impôts différés est une situation à 0 dans la mesure où les IDA (Impôts Différés Actifs) sont capés à hauteur des IDP (Impôts Différés Passifs) :

| | 2023 |
|--------------------------------------|------------------|
| Impôts différés Actifs | 1 883 494 |
| <i>Dont IDA à l'Actif du bilan</i> | <i>2 963 630</i> |
| <i>Dont IDA au Passif du bilan</i> | <i>6 947</i> |
| Impôts différés Passifs | 1 883 494 |
| <i>Dont IDP à l'Actif du bilan</i> | <i>287 854</i> |
| <i>Dont IDP au Passif du bilan</i> | <i>1 595 640</i> |
| Ajustement pour impôt différé | 0 |

IDA>IDP donc IDP

4-3-2 AUTRES PASSIFS ET DETTES

En vertu du principe de proportionnalité énoncé à l'article 29, paragraphes 3 et 4, de la directive 2009/138/CE, les entreprises d'assurance et de réassurance peuvent comptabiliser et valoriser un actif ou un passif en se fondant sur la méthode de valorisation qu'elles utilisent pour l'élaboration de leurs états financiers annuels ou consolidés.

Ce principe a été retenu compte tenu de la nature, de l'ampleur et de la complexité des risques inhérents à l'activité de la mutuelle pour évaluer les autres dettes. Les valeurs comptables et prudentielles sont donc égales.

Rappelons enfin que les primes acquises non émises cédées, incluses dans le poste « Dettes nées d'opération de réassurance » en comptes sociaux, sont reclassées en valorisation prudentielle dans le *Best Estimate* cédé (conformément aux préconisations de l'ACPR). Ainsi l'écart constaté sur ce poste entre les deux évaluations correspond à ce reclassement. Les provisions pour primes acquises non émises cédées sont égales entre les deux valorisations mais ne sont pas classées dans le même poste.

4-4 METHODES DE VALORISATIONS ALTERNATIVES

La mutuelle n'utilise aucune méthode de valorisation alternative autre que celles prévues par la réglementation et présentées ci-dessus.

4-5 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par la mutuelle susceptible d'impacter la valorisation des actifs et passifs présentée plus haut n'est à mentionner.

L'ensemble des informations importantes concernant la valorisation des actifs et des passifs à des fins de solvabilité est présenté dans les autres sections du chapitre « Valorisation ».

GESTION DU CAPITAL

5-1 FONDS PROPRES

MUTA SANTÉ est une mutuelle interprofessionnelle et ses fonds propres sont composés exclusivement de son fonds d'établissement de ses réserves et du résultat de l'année. Au 31/12/2023, au niveau des comptes sociaux les fonds propres représentaient un montant de 56 136 K€.

La gestion des fonds propres de la mutuelle est revue chaque année par décision de l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration qui valide la couverture de marge de la mutuelle ainsi que les projections issues du processus EIRS utilisant un horizon de 4 ans. Aucune modification importante n'a eu lieu au cours de l'exercice.

Les fonds propres Solvabilité 2 représentent un montant de 58 261K€.

La mutuelle n'est pas concernée par les fonds propres auxiliaires ni les fonds propres subordonnés.

| Montants en K€ | 31/12/2022 | 31/12/2023 |
|---|---------------|---------------|
| Fonds propres comptes sociaux | 54 181 | 56 136 |
| Capital en actions ordinaires | 400 | 400 |
| Capital de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires | | |
| Fonds initial | | |
| Fonds excédentaire | | |
| Dettes subordonnées | | |
| Autres | 53 781 | 55 736 |
| Ecart d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2 | 313 | 2 126 |
| Passage des placements en valeur de marché | 547 | 5 088 |
| Meilleure estimation | 5 402 | 4 723 |
| <i>dont provisions brutes</i> | 7 875 | 6 451 |
| <i>dont provisions cédées</i> | -2 473 | -1 728 |
| Marge de risque | -1 822 | -2 135 |
| Réévaluation autres actifs | -5 482 | -7 416 |
| Réévaluation autres passifs | 1 669 | 1 866 |
| Impôts différés | 0 | 0 |
| Ecart d'évaluation des dettes subordonnées | | |
| Autres | | |
| Dettes subordonnées non éligibles à la couverture du SCR et du MCR | | |
| Fonds propres Solvabilité 2 | 54 495 | 58 261 |

L'écart de valorisation de fonds propres de 2 126 K€ est expliqué par les variations d'évaluation entre comptes sociaux et Solvabilité 2 décrits dans le chapitre « 4. Valorisation » et synthétisés ci-dessous :

| En K€ | 2022 | 2023 | Evolution |
|------------------------------|---------------|---------------|--------------|
| Fonds propres S1 | 54 181 | 56 136 | 1 954 |
| Passage de S1 à S2 – Actifs | -4 919 | -2 173 | 2 746 |
| Passage de S1 à S2 – Passifs | 7 054 | 6 433 | -622 |
| Marge de risque | -1 822 | -2 135 | -312 |
| Fonds propres S2 | 54 495 | 58 261 | 3 767 |

La hausse des fonds propres S2 provient majoritairement de la hausse des plus-values latentes sur les fonds dédiés.

Au 31 décembre 2023, **MUTA SANTÉ couvre son exigence de solvabilité à hauteur de 198%**, contre 199% au 31 décembre 2022.

Tous les fonds propres sont de niveau 1 et passent de 54 495 K€ en 2022 à 58 261 K€ en 2023 :

| Montants en € | 31/12/2022 | 31/12/2023 |
|---|---------------|---------------|
| Provisions techniques brutes y compris marge de risque | | |
| Fonds propres de base | 54 495 | 58 261 |
| Niveau 1 | 54 495 | 58 261 |
| Niveau 1 restreint | | |
| Niveau 2 | | |
| Niveau 3 | | |
| Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR | 54 495 | 58 261 |
| Niveau 1 | 54 495 | 58 261 |
| Niveau 1 restreint | | |
| Niveau 2 | | |
| Niveau 3 | | |
| MCR | 7 005 | 7 356 |
| Ratio de couverture du MCR | 778% | 792% |
| Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR | 54 495 | 58 261 |
| Niveau 1 | 54 495 | 58 261 |
| Niveau 1 restreint | | |
| Niveau 2 | | |
| Niveau 3 | | |
| SCR | 27 425 | 29 426 |
| Ratio de couverture du SCR | 199% | 198% |

Le SCR est en hausse et passe du 27 425 K€ à 29 426 K€ du fait notamment de la hausse de l'activité qui a augmenté le risque en souscription vie et souscription santé.

Les fonds propres en face du MCR sont strictement identiques à ceux présentés ci-dessus du fait de leur excellente qualité.

Gestion des fonds propres :

Chaque année, les fonds propres sont augmentés à partir de l'affectation des résultats, après décision de l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration.

Pour sa gestion des fonds propres et sa maîtrise des risques, MUTA SANTÉ a mis en place, conformément à l'article 44 du règlement 2015/35/CE, une gestion des risques visant à atteindre un niveau de rentabilité et solvabilité cible. La mutuelle effectue un EIRS chaque année afin de vérifier sa solvabilité dans le temps et la suffisance de ses fonds propres. Un processus EIRS exceptionnel peut être réalisé en complément lorsqu'une décision stratégique modifie significativement le profil de risque de la mutuelle.

Les processus EIRS permettent ainsi de mesurer les effets de décisions stratégiques prises par le Conseil d'Administration et la sensibilité de la mutuelle aux variations de l'environnement économique. Ces simulations contribuent également à tester sa capacité à assurer le paiement de la totalité de ses engagements pris envers des adhérents, dans un contexte particulièrement défavorable.

Impôts différés :

Les impôts différés à l'actif du bilan ont été constitués comme suit :

| | 2023 |
|---|------------------|
| Actifs incorporels | 248 486 |
| Immeuble d'exploitation | 172 709 |
| Obligations souveraines | 76 027 |
| Obligations d'entreprises | 109 550 |
| Santé similaire à la non vie | 359 494 |
| Vie et santé similaire à la vie, hors UC ou indexés | 86 374 |
| Créances nées d'opérations d'assurance | 1 484 653 |
| Déficit à reporter | 426 338 |
| IDA à l'Actif du bilan | 2 963 630 |

| | 2023 |
|--|----------------|
| Obligations souveraines | - |
| Obligations d'entreprises | - |
| Fonds d'investissements | 286 130 |
| Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie | - |
| Provisions techniques cédées | 1 724 |
| IDP à l'Actif du bilan | 287 854 |

5-2 CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL SOLVABILITE REQUIS

Le capital de solvabilité requis (SCR) de la mutuelle est calculé selon la formule standard et aucun paramètre propre à la mutuelle n'a été utilisé pour les besoins du calcul du SCR. Seule une simplification sur le calcul du SCR Catastrophe Vie a été appliquée.

Le tableau suivant présente les résultats relatifs aux calculs du SCR au 31 décembre 2023 :

| | au 31/12/2022 au 31/12/2023 | |
|--|------------------------------------|-----------------|
| Montants en K€ | SCR brut | SCR brut |
| Risque de marché | 9 443 | 10 085 |
| Risque de défaut de contrepartie | 1 228 | 1 130 |
| Risque de souscription vie | 431 | 776 |
| Risque de souscription santé | 19 531 | 21 214 |
| Diversification | -6 367 | -6 921 |
| Risque sur les immobilisations incorporelles | 0 | 0 |
| SCR de Base | 24 265 | 26 284 |
| Risque opérationnel | 3 160 | 3 336 |
| Ajustement impôts différés | 0 | -194 |
| Capacité d'absorption des pertes par les provisions techniques | 0 | 0 |
| SCR | 27 425 | 29 426 |
| Fonds propres éligibles | 54 495 | 58 261 |
| Ratio de Couverture SCR | 199% | 198% |

Le minimum de capital requis (MCR) calculé correspond au plancher fonction du SCR (25 %) et s'élève à **7 356 K€** en 2023 avec un ratio de couverture de 792 %. Pour rappel, il était de 6 856 K€ en 2022.

Aucun changement important n'a eu lieu sur le SCR ou le MCR durant l'exercice sur lequel porte ce rapport.

Aucun ajustement pour tenir compte de la capacité d'absorption de pertes des impôts différés n'a été effectué durant l'exercice sur lequel porte ce rapport.

Les impôts différés passifs à l'actif et au passif du bilan ont été constitués comme suit :

| | 2023 |
|--|----------------|
| Obligations souveraines | - |
| Obligations d'entreprises | - |
| Fonds d'investissements | 286 130 |
| Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie | - |
| Provisions techniques cédées | 1 724 |
| IDP à l'Actif du bilan | 287 854 |

| | 2023 |
|--|------------------|
| Provisions techniques sante (non-vie) | 1 061 590 |
| Provisions techniques vie (hors sante,UC ou indexes) | 54 581 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 479 469 |
| IDP au Passif du bilan | 1 595 640 |

5-3 UTILISATION DU SOUS MODULE « risque sur action »

MUTA SANTÉ utilise la formule standard pour calculer le SCR et n'utilise pas le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée.

Pour rappel, aucune mesure transitoire n'a été appliquée.

5-4 DIFFERENCE ENTRE FORMULE STANDARD ET MODELE INTERNE

MUTA SANTÉ utilise uniquement la formule standard pour ses besoins de calcul du SCR. Aucun calcul du SCR n'est réalisé via un modèle interne, même partiellement. Ainsi, aucune différence ou écart méthodologique ou autre n'est à reporter dans le présent rapport.

5-5 NON-RESPECT DU SCR OU DU MCR

Au 31 décembre 2023, le SCR et le MCR sont couverts par les fonds propres de MUTA SANTÉ.

Les montants de SCR et MCR sont définitifs et ne sont pas subordonnés à une évaluation par l'autorité de contrôle.

Aucun manquement en capital relatif au SCR ou au MCR n'a été identifié sur la période de référence et n'est à reporter dans le présent rapport.

Au cours du processus de l'EIRS, un scénario central et plusieurs scénarios adverses sont modélisés. Les décisions futures de gestion pour maintenir la couverture du SCR et du MCR sont décrites dans le rapport EIRS.

5-6 AUTRES INFORMATIONS

L'ensemble des informations importantes concernant la gestion du capital est présenté dans les autres sections du chapitre « Gestion du capital ».

ANNEXES

S.02.01.02

Bilan

| Actifs | | Valeur Solvabilité 2 |
|---|--------------|----------------------|
| | | C0010 |
| Goodwill | R0010 | |
| Frais d'acquisitions différés | R0020 | |
| Immobilisations incorporelles | R0030 | 0K€ |
| Actifs d'impôts différés | R0040 | 1 883K€ |
| Excédent du régime de retraite | R0050 | 0K€ |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | R0060 | 8 820K€ |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés) | R0070 | 75 149K€ |
| <i>Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)</i> | R0080 | 0K€ |
| <i>Détentions dans des entreprises liées, y compris participations</i> | R0090 | 0K€ |
| <i>Actions</i> | R0100 | 0K€ |
| <i>Actions — cotées</i> | R0110 | 0K€ |
| <i>Actions — non cotées</i> | R0120 | 0K€ |
| <i>Obligations</i> | R0130 | 11 641K€ |
| Obligations d'État | R0140 | 4 067K€ |
| Obligations d'entreprise | R0150 | 7 574K€ |
| Titres structurés | R0160 | 0K€ |
| Titres garantis | R0170 | 0K€ |
| <i>Organismes de placement collectif</i> | R0180 | 63 440K€ |
| <i>Produits dérivés</i> | R0190 | 0K€ |
| <i>Dépôts autres que les équivalents de trésorerie</i> | R0200 | 68K€ |
| <i>Autres investissements</i> | R0210 | 0K€ |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés | R0220 | 0K€ |
| Prêts et prêts hypothécaires | R0230 | 0K€ |
| <i>Avances sur police</i> | R0240 | 0K€ |
| <i>Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers</i> | R0250 | 0K€ |
| <i>Autres prêts et prêts hypothécaires</i> | R0260 | 0K€ |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | R0270 | 6 915K€ |
| <i>Non-vie et santé similaire à la non-vie</i> | R0280 | 5 004K€ |
| Non-vie hors santé | R0290 | 0K€ |
| Santé similaire à la non-vie | R0300 | 5 004K€ |
| <i>Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés</i> | R0310 | 1 912K€ |
| Santé similaire à la vie | R0320 | 108K€ |
| Vie hors santé, UC et indexés | R0330 | 1 804K€ |
| <i>Vie UC et indexés</i> | R0340 | 0K€ |
| Dépôts auprès des cédantes | R0350 | 0K€ |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | R0360 | 591K€ |
| Créances nées d'opérations de réassurance | R0370 | 0K€ |
| Autres créances (hors assurance) | R0380 | 249K€ |
| Actions propres auto-détenues (directement) | R0390 | 0K€ |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | R0400 | 0K€ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | R0410 | 932K€ |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | R0420 | 472K€ |
| Total de l'actif | R0500 | 95 012K€ |

| Passifs | | |
|--|--------------|-----------------|
| Provisions techniques non-vie | R0510 | 12 070K€ |
| <i>Provisions techniques non-vie (hors santé)</i> | R0520 | 0K€ |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0530 | 0K€ |
| Meilleure estimation | R0540 | 0K€ |
| Marge de risque | R0550 | 0K€ |
| <i>Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)</i> | R0560 | 12 070K€ |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0570 | 0K€ |
| Meilleure estimation | R0580 | 10 106K€ |
| Marge de risque | R0590 | 1 964K€ |
| Provisions techniques vie (hors UC et indexés) | R0600 | 2 969K€ |
| <i>Provisions techniques santé (similaire à la vie)</i> | R0610 | 174K€ |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0620 | 0K€ |
| Meilleure estimation | R0630 | 150K€ |
| Marge de risque | R0640 | 24K€ |
| <i>Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)</i> | R0650 | 2 795K€ |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0660 | 0K€ |
| Meilleure estimation | R0670 | 2 649K€ |
| Marge de risque | R0680 | 146K€ |
| Provisions techniques UC et indexés | R0690 | 0K€ |
| <i>Provisions techniques calculées comme un tout</i> | R0700 | 0K€ |
| <i>Meilleure estimation</i> | R0710 | 0K€ |
| <i>Marge de risque</i> | R0720 | 0K€ |
| Autres provisions techniques | R0730 | |
| Passifs éventuels | R0740 | 0K€ |
| Provisions autres que les provisions techniques | R0750 | 0K€ |
| Provisions pour retraite | R0760 | 252K€ |
| Dépôts des réassureurs | R0770 | 0K€ |
| Passifs d'impôts différés | R0780 | 1 883K€ |
| Produits dérivés | R0790 | 0K€ |
| Dettes envers des établissements de crédit | R0800 | 9 304K€ |
| Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit | R0810 | 0K€ |
| Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | R0820 | 1 435K€ |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | R0830 | 544K€ |
| Autres dettes (hors assurance) | R0840 | 8 291K€ |
| Passifs subordonnés | R0850 | 0K€ |
| Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base | R0860 | 0K€ |
| Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base | R0870 | 0K€ |
| Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus | R0880 | 1K€ |
| Total du passif | R0900 | 36 750K€ |
| Excédent d'actif sur passif | R1000 | 58 261K€ |

S.05.01.02

Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

| | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée) | | Total | |
|--|--|-----------------------------------|-------------|------------------|
| | Assurance des frais médicaux | Assurance de protection du revenu | | |
| | C0010 | C0020 | | |
| | | | C0200 | |
| Primes émises | | | | |
| Brut — Assurance directe | R0110 | 101 972K€ | 3 086K€ | 105 059K€ |
| Brut — Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | | | |
| Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | |
| Part des réassureurs | R0140 | 3 134K€ | 2 256K€ | 5 390K€ |
| Net | R0200 | 98 838K€ | 830K€ | 99 668K€ |
| Primes acquises | | | | |
| Brut — Assurance directe | R0210 | 102 531K€ | 3 160K€ | 105 691K€ |
| Brut — Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | | | |
| Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | |
| Part des réassureurs | R0240 | 3 192K€ | 2 311K€ | 5 503K€ |
| Net | R0300 | 99 339K€ | 849K€ | 100 187K€ |
| Charge des sinistres | | | | |
| Brut — Assurance directe | R0310 | 91 663K€ | 3 600K€ | 95 263K€ |
| Brut — Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | | | |
| Brut — Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | |
| Part des réassureurs | R0340 | 2 788K€ | 2 763K€ | 5 551K€ |
| Net | R0400 | 88 876K€ | 836K€ | 89 712K€ |
| Dépenses engagées | R0550 | 10 450K€ | 87K€ | 10 537K€ |
| Solde – Autres dépenses/recettes techniques | R1210 | | | 0K€ |
| Total des dépenses | R1300 | | | 10 537K€ |

| Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie | | | | | Total |
|--|--------------------------|--|---|--------------|---------|
| | Autres assurances vie | Rentes découlant des contrats d'assurance non- vie et liées aux engagements d'assurance santé | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé | | |
| | C0240 | C0250 | C0260 | C0300 | |
| Primes émises | | | | | |
| Brut | R1410 | 2 989K€ | 1 371K€ | | 4 360K€ |
| Part des réassureurs | R1420 | 2 109K€ | 1 025K€ | | 3 134K€ |
| Net | R1500 | 880K€ | 345K€ | | 1 226K€ |
| Primes acquises | | | | | |
| Brut | R1510 | 3 087K€ | 1 408K€ | | 4 494K€ |
| Part des réassureurs | R1520 | 2 167K€ | 1 051K€ | | 3 218K€ |
| Net | R1600 | 920K€ | 357K€ | | 1 277K€ |
| Charge des sinistres | | | | | |
| Brut | R1610 | 3 099K€ | 81K€ | | 3 179K€ |
| Part des réassureurs | R1620 | 2 176K€ | 73K€ | | 2 250K€ |
| Net | R1700 | 922K€ | 7K€ | | 930K€ |
| Dépenses engagées | R1900 | 83K€ | 24K€ | | 107K€ |
| Solde – Autres dépenses/recettes techniques | R2510 | | | | 0K€ |
| Total des dépenses | R2600 | | | | 107K€ |

S.12.01.02

Provisions techniques vie et santé SLT

| | | Autres assurances vie | | Total (vie hors santé, y compris UC) | Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et | Total (santé similaire à la vie) |
|---|-------|------------------------------------|---------|--------------------------------------|--|----------------------------------|
| | | Contrats sans options ni garanties | | | | |
| | | C0060 | C0070 | C0150 | C0190 | C0210 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | 0K€ | | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0020 | 0K€ | | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | | | |
| Meilleure estimation | | | | | | |
| Meilleure estimation brute | R0030 | | 2 649K€ | 2 649K€ | 150K€ | 150K€ |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0080 | | 1 804K€ | 1 804K€ | 108K€ | 108K€ |
| Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite — total | R0090 | | 845K€ | 845K€ | 42K€ | 42K€ |
| Marge de risque | R0100 | 146K€ | | 146K€ | 24K€ | 24K€ |
| Provisions techniques — Total | R0200 | 2 795K€ | | 2 795K€ | 174K€ | 174K€ |

S.17.01.02

Provisions techniques non-vie

| | | Cte et réassurance proportionnelle | | Total engagements en non-vie |
|---|-------|------------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|
| | | Assurance des frais médicaux | Assurance de protection du revenu | |
| | | C0020 | C0030 | |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0010 | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout | R0050 | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque | | | | |
| Meilleure estimation | | | | |
| Provisions pour primes | | | | |
| Brut | R0060 | -5 589K€ | -393K€ | -5 982K€ |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0140 | -448K€ | -324K€ | -771K€ |
| Meilleure estimation nette des provisions pour primes | R0150 | -5 141K€ | -69K€ | -5 210K€ |
| Provisions pour sinistres | | | | |
| Brut | R0160 | 7 451K€ | 8 637K€ | 16 088K€ |
| Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie | R0240 | 221K€ | 5 554K€ | 5 775K€ |
| Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres | R0250 | 7 230K€ | 3 083K€ | 10 313K€ |
| Total meilleure estimation — brut | R0260 | 1 862K€ | 8 244K€ | 10 106K€ |
| Total meilleure estimation — net | R0270 | 2 089K€ | 3 014K€ | 5 103K€ |
| Marge de risque | R0280 | 1 349K€ | 615K€ | 1 964K€ |
| Provisions techniques — Total | | | | |
| Provisions techniques — Total | R0320 | 3 211K€ | 8 859K€ | 12 070K€ |
| Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie — total | R0330 | -227K€ | 5 230K€ | 5 004K€ |
| Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite — total | R0340 | 3 438K€ | 3 629K€ | 7 067K€ |

S.19.01.21 - Année d'accident Sinistres en non-vie

Sinistres en non-vie
Total activités non-vie

| Z0010 | Année d'accident |
|-------|------------------|
|-------|------------------|

Année d'accident / année de
souscription

Sinistres payés bruts (non cumulés)
(valeur absolue)

| Précédentes | Année | Année de développement | | | | | | | | | | 10 et + | Somme des années (cumulés) | | | | |
|-------------|-------|------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------------------------|-----------------|------------------|----------|----------|
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | | | | | | |
| R0100 | C0010 | | | | | | | | | | | | | | C0170 | -7K€ | -7K€ |
| N-9 | R0160 | 55 521K€ | 6 484K€ | 105K€ | -20K€ | -0K€ | -1K€ | 1K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0100 | -7K€ | 62 089K€ |
| N-8 | R0170 | 55 590K€ | 5 050K€ | 974K€ | 8K€ | 5K€ | 3K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0160 | -0K€ | 60 753K€ | |
| N-7 | R0180 | 54 118K€ | 4 935K€ | 109K€ | 7K€ | -2K€ | 3K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | R0170 | -1K€ | 59 169K€ | |
| N-6 | R0190 | 57 669K€ | 5 586K€ | 98K€ | 2K€ | 6K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | 1K€ | R0180 | 1K€ | 63 363K€ | |
| N-5 | R0200 | 59 418K€ | 6 014K€ | 104K€ | 13K€ | -0K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | R0190 | 1K€ | 65 551K€ | |
| N-4 | R0210 | 65 306K€ | 5 175K€ | 157K€ | 14K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | 2K€ | R0200 | 2K€ | 70 654K€ | |
| N-3 | R0220 | 63 789K€ | 5 470K€ | 161K€ | 5K€ | 5K€ | 5K€ | 5K€ | 5K€ | 5K€ | 5K€ | 5K€ | 5K€ | R0210 | 5K€ | 69 425K€ | |
| N-2 | R0230 | 78 789K€ | 6 479K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | 422K€ | R0220 | 422K€ | 85 691K€ | |
| N-1 | R0240 | 82 399K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | 7 233K€ | R0230 | 7 233K€ | 89 561K€ | |
| N | R0250 | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | 86 395K€ | R0240 | 86 395K€ | 86 395K€ | |
| | | | | | | | | | | | | | Total | 94 059K€ | 712 643K€ | | |

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées
(valeur absolue)

| Précédentes | Année | Année de développement | | | | | | | | | | 10 et + | Fin d'années (dominés actualisés) | | | |
|-------------|-------|------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------------------------------|-----------------|---------|-----|
| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | | | | | |
| R0100 | C0200 | | | | | | | | | | | | | | C0360 | 0K€ |
| N-9 | R0160 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0100 | 0K€ |
| N-8 | R0170 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0160 | 0K€ | |
| N-7 | R0180 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0170 | 0K€ | |
| N-6 | R0190 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0180 | 0K€ | |
| N-5 | R0200 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0190 | 0K€ | |
| N-4 | R0210 | 6 921K€ | 1 98K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0200 | 0K€ | |
| N-3 | R0220 | 7 802K€ | 2 463K€ | 1 74K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ | R0210 | 0K€ | |
| N-2 | R0230 | 10 390K€ | 2 910K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | 703K€ | R0220 | 0K€ | |
| N-1 | R0240 | 11 113K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | 4 038K€ | R0230 | 659K€ | |
| N | R0250 | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | 12 142K€ | R0240 | 3 631K€ | |
| | | | | | | | | | | | | | Total | 16 088K€ | | |

Fonds propres – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

| | Total | Niveau 1 – non restreint | Niveau 1 – restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|---|-------|--------------------------|----------------------|----------|----------|
| | CO010 | CO020 | CO030 | CO040 | CO050 |
| Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué (UE) 2015/235 | | | | | |
| Capital en actions ordinaires (brut des actions propres) | R0010 | | | | |
| Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires | R0030 | 0K€ | | 0K€ | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel | R0040 | 400K€ | | 0K€ | |
| Comptes mutualistes subordonnés | R0050 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Fonds excédentaires | R0070 | 0K€ | | | |
| Actions de préférence | R0090 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence | R0110 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Réserves de réconciliation | R0130 | 57 861K€ | | | |
| Passifs subordonnés | R0140 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets | R0160 | 0K€ | | | |
| Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra | R0180 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II | | | | | |
| Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II | R0220 | 0K€ | | | |
| Déductions | | | | | |
| Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers | R0230 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Total fonds propres de base après déductions | R0290 | 58 261K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Fonds propres auxiliaires | | | | | |
| Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, applicable sur demande | R0300 | 0K€ | | | |
| Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande | R0310 | 0K€ | | | |
| Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande | R0320 | 0K€ | | | |
| Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande | R0330 | 0K€ | | | |
| Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0340 | 0K€ | | | |
| Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE | R0350 | 0K€ | | | |
| Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE | R0360 | 0K€ | | | |
| Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE | R0370 | 0K€ | | | |
| Autres fonds propres auxiliaires | R0390 | 0K€ | | | |
| Total fonds propres auxiliaires | R0400 | 0K€ | | | |
| Fonds propres éligibles et disponibles | | | | | |
| Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis | R0500 | 58 261K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis | R0510 | 58 261K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis | R0540 | 58 261K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis | R0550 | 58 261K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| Capital de solvabilité requis | R0580 | 29 426K€ | | | |
| Minimum de capital requis | R0600 | 7 356K€ | | | |
| Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis | R0620 | 198,00% | | | |
| Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis | R0640 | 791,98% | | | |

| | CO060 |
|--|-------|
| Réserve de réconciliation | |
| Excédent d'actif sur passif | R0700 |
| Actions propres (détenues directement et indirectement) | R0710 |
| Dividendes, distributions et charges prévisibles | R0720 |
| Autres éléments de fonds propres de base | R0730 |
| Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds canif | R0740 |
| Réserve de réconciliation | R0760 |
| Bénéfices attendus | |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPFP) – activités vie | R0770 |
| Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPFP) – activités non-vie | R0780 |
| Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPFP) | R0790 |

S.25.01.21

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

| | | Capital de solvabilité requis brut | Simplifications |
|--|--------------|------------------------------------|------------------------------|
| | | C0110 | C0120 |
| Risque de marché | R0010 | 10 085K€ | |
| Risque de défaut de la contrepartie | R0020 | 1 130K€ | |
| Risque de souscription en vie | R0030 | 776K€ | Risque de catastrophe en vie |
| Risque de souscription en santé | R0040 | 21 214K€ | |
| Risque de souscription en non-vie | R0050 | 0K€ | |
| Diversification | R0060 | -6 921K€ | |
| Risque lié aux immobilisations incorporelles | R0070 | 0K€ | |
| Capital de solvabilité requis de base | R0100 | 26 284K€ | |

| Calcul du capital de solvabilité requis | | C0100 |
|---|--------------|-----------------|
| Risque opérationnel | R0130 | 3 336K€ |
| Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques | R0140 | -194K€ |
| Capacité d'absorption des pertes des impôts différés | R0150 | 0K€ |
| Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE | R0160 | 0K€ |
| Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire | R0200 | 29 426K€ |
| Exigences de capital supplémentaire déjà définies | R0210 | 0K€ |
| Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type a) | R0211 | 0K€ |
| Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type b) | R0212 | 0K€ |
| Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type c) | R0213 | 0K€ |
| Dont exigences de capital supplémentaire déjà définies – Article 37, paragraphe 1, type d) | R0214 | 0K€ |
| Capital de solvabilité requis | R0220 | 29 426K€ |
| Autres informations sur le SCR | | |
| Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée | R0400 | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante | R0410 | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés | R0420 | |
| Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur | R0430 | |
| Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304 | R0440 | |

Capital de solvabilité requis de base (USP)

| | | USP |
|-----------------------------------|-------|-------|
| | | C0090 |
| Risque de souscription en vie | R0030 | |
| Risque de souscription en santé | R0040 | |
| Risque de souscription en non-vie | R0050 | |

Approche concernant le taux d'imposition

| | | Oui/Non |
|--|--------------|---|
| | | C0109 |
| Approche basée sur le taux d'imposition moyen | R0590 | Approach based on average tax rate |

Calcul de la capacité d'absorption des impôts différés

| | | LAC DT |
|--|--------------|------------|
| | | C0130 |
| Montant/estimation de la LAC DT | R0640 | 0K€ |
| Montant/estimation de la LAC DT justifiée par la reprise de passifs d'impôts différés | R0650 | 0K€ |
| Montant/estimation de la LAC DT justifiée au regard de probables bénéfices économiques imposables futurs | R0660 | 0K€ |
| Montant/estimation de la LAC DT justifiée par le report en arrière, exercice en cours | R0670 | 0K€ |
| Montant/estimation de la LAC DT justifiée par le report en arrière, exercices futurs | R0680 | 0K€ |
| Montant/estimation de la LAC DT maximale | R0690 | 7 562K€ |

Minimum de capital requis (MCR) — Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

| | Activités en non-vie | | Activités en vie | |
|---|--------------------------|---------|------------------|--|
| | Résultat | | Résultat | |
| | <i>MCR_{lin}</i> | | | |
| | C0010 | C0020 | | |
| Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie | R0010 | 5 237K€ | 0K€ | |

Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente
 Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente
 Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente
 Réassurance santé non proportionnelle
 Réassurance accidents non proportionnelle
 Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle
 Réassurance dommages non proportionnelle

| | Activités en non-vie | | Activités en vie | |
|-------|---|---|---|---|
| | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance) |
| | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 |
| R0020 | 2 134K€ | 98 771K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0030 | 3 014K€ | 1 177K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0040 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0050 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0060 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0070 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0080 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0090 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0100 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0110 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0120 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0130 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0140 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0150 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0160 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |
| R0170 | 0K€ | 0K€ | 0K€ | 0K€ |

| | Activités en non-vie | | Activités en vie | |
|---|--------------------------|-------|------------------|--|
| | Résultat | | Résultat | |
| | <i>MCR_{lin}</i> | | | |
| | C0070 | C0080 | | |
| Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie | R0200 | 0K€ | 180K€ | |

Engagements avec participation aux bénéfices — Prestations garanties
 Engagements avec participation aux bénéfices — Prestations discrétionnaires futures
 Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte
 Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé
 Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie

| | Activités en non-vie | | Activités en vie | |
|-------|---|---|---|---|
| | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de titrisation) | Montant total du capital sous risque net (de la réassurance / des véhicules de titrisation) |
| | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 |
| R0210 | 0K€ | | 0K€ | |
| R0220 | 0K€ | | 0K€ | |
| R0230 | 0K€ | | 0K€ | |
| R0240 | 0K€ | | 887K€ | |
| R0250 | | 0K€ | | 230 828K€ |

Calcul du MCR global

| | C0130 |
|--------------------------------------|-----------------------|
| MCR linéaire | R0300 5 418K€ |
| Capital de solvabilité requis | R0310 29 426K€ |
| Plafond du MCR | R0320 13 242K€ |
| Plancher du MCR | R0330 7 356K€ |
| MCR combiné | R0340 7 356K€ |
| Seuil plancher absolu du MCR | R0350 4 000K€ |
| | C0130 |
| Minimum de capital requis | R0400 7 356K€ |

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie

| | Activités en non-vie | | Activités en vie | |
|--|----------------------|---------|------------------|--|
| | C0140 | C0150 | | |
| Montant notionnel du MCR linéaire | R0500 5 237K€ | 180K€ | | |
| Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul) | R0510 28 447K€ | 979K€ | | |
| Plafond du montant notionnel du MCR | R0520 12 801K€ | 440K€ | | |
| Plancher du montant notionnel du MCR | R0530 7 112K€ | 245K€ | | |
| Montant notionnel du MCR combiné | R0540 7 112K€ | 245K€ | | |
| Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR | R0550 2 700K€ | 4 000K€ | | |
| Montant notionnel du MCR | R0560 7 112K€ | 4 000K€ | | |



Une mutuelle au
service de tous :
**pourquoi
aller ailleurs ?**